



SOMMAIRE

Edito	2
Procès-verbaux	3
Qui de neuf ?	17
Le saviez-vous ?	20
Démarches administratives	24
Nos enfants	27
Toponymie du village	30
les associations	34
Carnet	38
Annexes	39

**Fermeture
secrétariat de mairie**

**du Vendredi 25 décembre 2020
au Lundi 4 janvier 2021 inclus**

EDITO

Aux côtés de l'État, l'ensemble des acteurs publics, et au premier rang desquels les communes se sont mobilisés face à la crise sanitaire provoquée par la Covid-19.

Bien que notre département n'est pas été parmi les plus touché par l'épidémie, les périodes de confinement, tout particulièrement la première, a fortement marqué les esprits.

Je veux remercier mes collègues et nos agents qui se sont mobilisés pour maintenir le lien avec nos administrés. Nous avons ainsi pu anticiper des situations à risque et faire la démonstration, s'il en était encore besoin, de l'utilité d'un service public de proximité capable de réagir efficacement en restant au plus près de la vie de nos concitoyens les plus fragiles.

Pour autant, les élans solidaires espérés n'ont pas toujours été au rendez-vous ou sont bien vite retombés face à la gravité de la crise épidémique qui a mis notre pays sans dessus-dessous.

De l'applaudissement des soignants au « fonctionnaire bashing », notre société a révélé ses blessures, ses incompréhensions, ses fractures et la violence tutélaire d'une gouvernance sanitaire brouillonne et pour le moins désemparée.

L'efficacité de l'action publique exige une réponse de proximité incarnée par des élus et une administration disposant des moyens réels d'organisation et de déploiement de leurs missions de service public.

La santé et l'éducation en priorité mais aussi la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales qui se sont accrues sensiblement dans nos campagnes, nos aînés et nos plus jeunes ont été en première ligne.

Les libertés locales et les besoins de paroles, de temps d'échange et de culture tout autant que les nécessités de relance de notre économie territoriale face aux défis de la transition écologique sont criants.

Autant de chantiers structurels connus mais que la crise du coronavirus a fait exploser et auxquels il nous faut collectivement nous atteler si nous souhaitons préserver nos modes de vie sans obérer l'avenir des générations qui nous suivent.

De belles initiatives, porteuses de sens et de partage, sont en train d'éclore sur notre commune.

Chaque contribution, si petite soit-elle, à l'édifice d'une communauté de vie dynamique et solidaire est pour toutes et tous le ferment d'un épanouissement à la fois personnel et collectif et d'une évolution positive de notre action localement.

Je compte sur vous!

Mon équipe et moi-même seront à vos côtés, nous vous souhaitons une année 2021 plus clémente que 2020 qui s'achève et, surtout, en bonne santé et riche en projets.

Nathalie MANET-CARBONNIERE

PROCES-VERBAUX DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 Février 2020

1. Délibération points de ramassage des ordures ménagères

Il est rappelé qu'en 2018, il avait été décidé la mise en place de 3 emplacements de conteneurs enterrés et semi-enterrés mais il est constaté que ces 3 emplacements mis en service début janvier 2020 ne sont pas suffisants.

Il est proposé deux emplacements supplémentaires pour y installer 3 conteneurs semi-enterrés sur le terrain de la station d'épuration au lieu-dit « Les Bories » et au lieu-dit « Le Fraysse » à côté du cimetière, pour un coût prévisionnel de 3 000 € TTC.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide la mise en place de deux emplacements supplémentaires comprenant trois conteneurs semi-enterrés sur le terrain de la station d'épuration au lieu-dit « Les Bories » et au lieu-dit « Le Fraysse » près du cimetière. La dépense sera inscrite au budget primitif 2020 de la Commune.

Madame le Maire informe également de la motion faite par le Président du SICTOM du Périgord noir aux Co-Présidents du SMD3.

2. Délibération subvention DETR 2020 pour le gîte de groupes, en remplacement de la délibération n° 19-039bis

Suite à l'instruction du dossier de DETR 2020, les services de l'Etat ont demandé le détail des travaux de la tranche ferme de 2020(1^{ère} phase) et ceux de 2021 (2^{ème} phase) que Madame le Maire propose comme tels :

- 1^{ère} Phase – 2020 :

La démolition d'une partie du bâtiment existant, les fondations spéciales, le gros-œuvre, la charpente bois, la couverture tuiles et zinc, les menuiseries extérieures et intérieures, la plâtrerie, la serrurerie, une partie des travaux VRD et assainissement.

- 2^{ème} Phase – 2020 :

Le chauffage granulés-rafraîchissement-installation des sanitaires-VMC, l'électricité-chauffage électrique, les revêtements des sols et murs céramiques et murs en pierre naturelle, la peinture, la continuité des VRD et l'aménagement des extérieurs, l'accessibilité, la transition énergétique.

Présentation du plan de financement prévisionnel :

Coût objectif des travaux :	293 226,99 €
Travaux VRD :	52 275,01 €
Accessibilité :	8 500,00 €
Transition énergétique :	18 000,00 €
Honoraires Maitrise d'œuvre (MO) :	45 299,00 €
Honoraires SPS :	3 980,00 €
Frais d'appel d'offres et Divers	1 200,00 €
Coût de l'opération H.T :	422 481,00 €
TVA à 20 % :	84 496,20 €
TOTAL T.T.C :	506 977,20 €

Aides financières sollicitées :

DETR 2020 - 40% (sur 372 001€)	148 800,00 €
Contrat Territoire Conseil Départemental 16.84 %	66 500,00 €
Région 6.33 %	25 000,00 €
FCTVA 16.404% du HT	83 165,00 €
Emprunt	111 690,00 €
Autofinancement	71 822,24 €
TOTAL T.T.C :	506 977,24 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte l'ensemble de ces observations et charge Madame le Maire de la tenue du dossier.

- Recensement groupes électrogènes

Recensement des groupes électrogènes disponibles sur la commune, ils sont au nombre de 10. Se renseigner dans le voisinage pour pouvoir s'organiser en cas de besoin.

Pour l'achat d'un groupe sur le BP 2020 : prévoir 1 200 €.

- Point dossier Enedis au Castang

Travaux électriques en aérien entre le Castang et Puy Lafaye. Une partie doit néanmoins être enterrée pour un coût supplémentaire de 14 000 €. Il

avait été prévu au BP 2019 17 000 €, ce qui représente un coût total pour l'opération de 31 000 €. Reprendre l'attache d'Enedis.

- Point sur le chemin des moulins

Suite à leur visite de janvier, devis panneaux pour 672 €. Trouver une date pour une prochaine rencontre avec l'association.

- Orientations budgétaires 2020

Propositions des comptes administratifs 2019 avec le détail des comptes.

Séance du 5 Mars 2020

1. Compte administratif 2019 du service Assainissement « les Bories »

	Résultat de clôture de l'exercice 2018	Part affectée à l'investissement en 2019	Résultat exercice 2019	Résultat de clôture exercice 2019
Invest	126.23 €		309.15 €	- 435.38 €
Fonct	6 826.33 €	6 519.63 €	684.69 €	991.39 €

Conformément à l'article L 1612-12 aliéna 6 du C.G.C.T, Madame le Maire a quitté la salle avant le vote du CA 2019.

Le Conseil municipal **approuve** à l'unanimité le compte administratif du service assainissement de l'exercice 2019 et précise qu'il est conforme au compte de gestion de Mme le Receveur municipal.

2. Compte administratif 2019 du Budget annexe Pôle de Transformation

	Résultat de clôture de l'exercice 2018	Part affectée à l'investissement en 2019	Résultat exercice 2019	Résultat de clôture exercice 2019
Invest	NEANT		52 820.18 €	52 820.18 €
Fonct	NEANT	€	0 €	0 €

Conformément à l'article L 1612-12 aliéna 6 du C.G.C.T, Madame le Maire a quitté la salle avant le vote du CA 2019.

Le Conseil municipal **approuve** à l'unanimité le compte administratif du budget annexe Pôle de Transformation de l'exercice 2019 et précise qu'il est conforme au compte de gestion de Mme le Receveur municipal.

3. Compte administratif 2019 du Budget principal

	Résultat de clôture de l'exercice 2018	Part affectée à l'investissement en 2019	Résultat exercice 2019	Résultat de clôture exercice 2019
Invest	- 47 087.03 €		10 032.32 €	37 054.71 €
Fonct	72 309.69 €	44 354.43 €	74 376.73 €	102 331.99 €

Conformément à l'article L 1612-12 aliéna 6 du C.G.C.T, Madame le Maire a quitté la salle avant le vote du CA 2019.

4. Restes à Réaliser sur le Budget principal 2019

Madame le Maire précise que la clôture du Budget Communal d'investissement 2019 intervenant le 31 décembre 2019, il convient pour assurer le paiement des dépenses non mandatées et la perception des recettes, de voter l'état des restes à réaliser de la section d'investissement à reporter sur l'exercice 2020, lors du vote du Budget de la Commune.

Elle présente les montants des restes à réaliser 2019 établis comme tels :

Dépenses d'investissement :
75 000.00 €

Recettes d'investissement :
106 192.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **autorise** Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite maximum des crédits comme indiqués ci-dessus ;

- **dit** que les crédits correspondants sont inscrits au BP de l'exercice 2019 et, pour la part non consommée en 2019, seront reportés au BP 2020, autant en dépenses qu'en recettes ;

- **agréé** Madame le Maire à engager avant le vote du BP 2020 les autres dépenses d'investissement (non identifiées à ce jour) dans la limite de 25% des dépenses inscrites au BP de 2020 ;

5. Restes à Réaliser sur le Budget annexe d'assainissement les Bories 2019

Madame le Maire précise que la clôture de la section d'investissement du Budget annexe Assainissement 2019 intervenant le 31 décembre 2019, ne comporte pas de reste à réaliser.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres votants, valide la présente décision.

6. Restes à Réaliser sur le Budget annexe du Pôle de Transformation exercice 2019

Madame le Maire précise que la clôture du Budget annexe du Pôle de Transformation d'investissement 2019 intervenant le 31 décembre 2019, il convient pour assurer le paiement des dépenses non mandatées et la perception des recettes, de voter l'état des restes à réaliser de la section d'investissement à reporter sur l'exercice 2020, lors du vote du Budget annexe du Pôle de Transformation.

Elle présente les montants des restes à réaliser 2019 établis comme tels :

Dépenses d'investissement :
84 679.82 €
Recettes d'investissement :
137 500.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **autorise** Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite maximum des crédits comme indiqués ci-dessus ;

- **dit** que les crédits correspondants sont inscrits au Budget annexe du Pôle de Transformation de l'exercice 2019 et, pour la part non consommée en 2019, seront reportés au BP 2020, autant en dépenses qu'en recettes ;

- **agréé** Madame le Maire à engager avant le vote du Budget annexe du Pôle de Transformation 2020 les autres dépenses d'investissement (non identifiées à ce jour) dans la limite de 25% des dépenses inscrites au BP de 2020 ;

7. Changement du budget annexe Assainissement M49 simplifiée en M49 développée

Madame le Maire informe l'assemblée que le Trésorier souhaiterait que la commune abandonne la nomenclature simplifiée

M49 du budget annexe d'assainissement pour la passer en nomenclature M49 développée pour le Budget primitif 2020.

Après exposé et en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, **approuve** la modification du budget annexe Eau et assainissement » selon l'instruction budgétaire et comptable M49 développée de décembre 2017 et **autorise** Madame le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en œuvre de la présente délibération.

8. Rapport de la C.L.E.C.T exercice 2020

Madame le Maire informe de la transmission de la communauté de communes Vallée de l'Homme du rapport établi par la C.L.E.C.T en 2020.

La commission locale d'évaluation des charges transférées s'est réunie le 29 janvier 2020 pour étudier les transferts des compétences : Défense Forestière Contre les Incendies et CIAS. Il demande de bien vouloir prendre connaissance du dossier ci-joint.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **approuve** le rapport établi par la C.L.E.C.T en date du 29 janvier 2020 ci-joint annexé et **précise** que l'attribution de compensation 2020 transmise tient compte de l'évaluation des charges transférées.

9. Renouvellement de la convention de mise à disposition de la licence IV de débit de boissons

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en date du 16 mai 2018, la commune a délibéré pour associer le Comité des Fêtes de Valojoux, représenté par son Président, à l'utilisation de cette licence IV de débit de boissons pour leurs diverses manifestations.

A la suite de quoi, conformément à l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique, Monsieur le Président a suivi la formation pour l'exploitation de cette licence et a obtenu le permis d'exploiter un débit de boissons de Licence IV. Elle propose donc de renouveler la convention de mise à disposition de la licence IV de débit de boissons à titre gratuit au profit de l'association du Comité des Fêtes de Valojoux représentée par son président à titre gratuit,

pour une durée d'un an. Après exposé, Mme le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer. Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal à l'unanimité, **accepte** de mettre à disposition la licence IV de débit de boissons à Monsieur Jérôme GALLO Président de l'association du Comité des Fêtes de Valojoux à titre gratuit et **autorise** Madame le Maire à signer la convention à intervenir ci-annexée en projet, et toutes

pièces afférentes au dossier.

10. Permanences scrutins des 15 et 22 mars 2020

- 8h-13h : Jean-Pierre MEGE (Président), Bruno BASTIAN, Odile ROUX, Eric VEYRET ;
- 13h-18h : Nathalie MANET-CARBONNIERE (Présidente), Mi-reille CALVO, Christiane SALVIAT, Philippe BASTIDE.

Séance du 5 Mars 2020

1. Délibération délégation du conseil municipal au maire et aux adjoints

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité, de confier par délégation du conseil municipal et pour la durée de son mandat, à Madame le maire et aux adjoints selon les dispositions définies ci-après, les compétences pour :

1 - arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2 - fixer des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et titres pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3 - procéder à la réalisation des emprunts prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change , et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4 - prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5 - décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6 - passer les contrats d'assurance ainsi que pour accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7 - créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires ;

8 - prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9 - accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges ;

10 - décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11 - fixer les rémunérations et pour régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12 - fixer le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et pour répondre à leurs demandes ;

13 - décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14 - fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15 - exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, pour déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16 - intenter au nom de la commune les actions en justice ou pour défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;

17 - régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

18 - donner l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19 - signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et pour signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20 - réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

21 - exercer ou déléguer au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption ;

22 - exercer au nom de la commune le droit de priorité ou déléguer l'exercice de ce droit dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23 - prendre les décisions relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24 - autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25 – exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26 – demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

27 – procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28 – exercer, au nom de la commune, le droit prévu relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29 – ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique.

2. Délibération indemnités du Maire et des adjoints

Considérant que les indemnités votées par le conseil municipal

pour l'exercice effectif des fonctions de maire et d'adjoint sont déterminées par décret en Conseil d'État par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, et ce dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune,

Considérant que la commune de VALOJOULX appartient à la strate de 0 à 500 habitants,

Le Maire propose à l'assemblée de fixer l'enveloppe financière mensuelle de la manière suivante sur l'indice brut 1027 :

Maire : 25.5 % ;

1er adjoint : 9.9 % ;

2ème adjoint : 9.9 % ;

3ème adjoint : 9.9 %.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'adopter la proposition du Maire. Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la va-

leur du point d'indice des fonctionnaires et les crédits correspondants seront inscrits au budget.

3. Délibération représentations contingents

Vu l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales,

Vu les dispositions régissant le fonctionnement de l'organisme pour lequel il est procédé à la désignation de délégués,

Considérant qu'à la suite du renouvellement du conseil municipal, il convient de désigner les délégués appelés à représenter la commune de VALOJOULX au sein des différents syndicats ou organismes publics.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, élit les délégués qui siègeront auprès des différents organismes publics :

Organismes	Délégués titulaires	Délégués suppléants
SIAEP des deux rivières	Jean-Pierre MEGE Eric VEYRET	Nathalie MANET-CARBONNIERE Christiane SALVIAT
CCVH	Mireille CALVO	Nathalie MANET-CARBONNIERE
SICTOM du Périgord noir	Philippe BASTIDE Christiane SALVIAT	Gérald BLAN Odile ROUX
SDE24	Jean-Pierre MEGE Bruno BASTIAN	Nathalie MANET-CARBONNIERE Eric VEYRET
Syndicat d'irrigation	Eric VEYRET Philippe BASTIDE	Gérald BLAN Nathalie MANET-CARBONNIERE
SIVS de Montignac	Peggy GALLO Odile ROUX	Martine DERENNE Philippe BASTIDE
SIVOS Vallée Vézère	Mireille CALVO Peggy GALLO	Odile ROUX Martine DERENNE
Défense	Philippe BASTIDE	Jean-Pierre MEGE
SMBVVD	Jean-Pierre MEGE	Bruno BASTIAN

4. Délibération CAO

Vu les dispositions de l'article L1411-5 du CGCT qui prévoit que dans les communes de moins de 3 500 habitants, la commission d'appel d'offres comporte en plus du maire ou son représentant, président, 3

membres titulaires et 3 membres suppléants élus au sein du conseil municipal, à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Le conseil municipal décide de procéder à l'élection des membres devant composer la commission d'appel d'offres.

Le conseil municipal, à l'unanimité, déclare les résultats suivants :

- Mmes et MM, membres titulaires : SALVIAT Christiane, MEGE Jean-Pierre, CALVO Mireille.

- Mmes et MM, membres suppléants : BASTIDE Philippe, BASTIAN Bruno, VEYRET Eric.

5. Délibération commissions communales

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents, décide d'arrêter :

- le nombre de commissions à 6 qui seront chargées de l'examen des questions relatives aux matières suivantes : Affaires scolaires-Affaires culturelles-Communication, Bâtiments-Salles communales-Voirie communale et intercommunale-Illuminations-Espaces verts, Urbanisme-Cimetières-Assainissement, Environnement-Développement durable, Finances, Sécurité-Plan de sauvegarde ;
- la liste des noms des membres pour chacune des commissions :

Affaires scolaires – affaires culturelles – Communication	Mireille CALVO	Peggy CALVO – Martine DERENNE – Odile ROUX – Gérald BLAN
Bâtiments – salles communales – voirie communale et intercommunale – illuminations – espaces verts	Jean-Pierre MEGE	Bruno BASTIAN – Philippe BASTIDE – Gérald BLAN – Martine DERENNE – Odile ROUX
Urbanisme – cimetières – assainissement	Jean-Pierre MEGE	Eric VEYRET – Bruno BASTIAN – Philippe BASTIDE – Odile ROUX
Environnement – Développement durable	Mireille CALVO	Peggy GALLO – Jean-Pierre MEGE – Christiane SALVIAT – Eric VEYRET
Finances	Christiane SALVIAT	Jean-Pierre MEGE – Mireille CALVO – Philippe BASTIDE – Odile ROUX
Sécurité – Plan de sauvegarde	Christiane SALVIAT	Mireille CALVO – Eric VEYRET – Philippe BASTIDE – Jean-Pierre MEGE

6. Taux d'imposition des taxes locales 2020

Le Conseil municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré, décide de conserver les taux portés au cadre VI de l'Etat 1259 intitulé « Etat de notification des taux d'imposition de 2020 des 2 taxes directes locales » tels que : Foncier bâti à 18.80 % et Foncier non bâti à 116.43 %.

7. Délibération subventions communales 2020 aux associations

Madame le Maire rappelle au Conseil municipal que, pour le prochain vote du Budget Primitif 2020, le conseil municipal doit auparavant décider d'une enveloppe globale puis d'établir la liste des organismes pour lesquels une subvention est attribuée.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, décide l'enveloppe globale pour l'attribution des subventions pour 3 234 € répartie comme telle :

ADRAD.	153.00 €	Chorale « Les Lundis chantants »	150.00 €
ESM Rugby – Ecole.	100.00 €	Comité des Fêtes de Valojoux.	500.00 €
ESM Foot – Ecole.	100.00 €	Coopérative scolaire.	250.00 €
Au grès du Feu.	100.00 €	Jeunes Agriculteurs	250.00 €
Groupe Spéléo de la Vézère. .	100.00 €	Service Assainissement	1 431.00 €
Amicale laïque de Montignac.	100.00 €	Total	3 234.00 €

8. Divers

- Compte-rendu du bornage sur le chemin du Monteil : la commune garderait une servitude de passage, les riverains sont d'accord sur le principe. Bornage des Faux : la commune cède la partie servant aux dé-

Séance du 1er Juillet 2020

1. Délibération travaux église – demande aides financières tranche optionnelle

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de modifier le budget prévisionnel de cette opération sous-estimée dans les prévisions pour hausses et aléas.

Elle rappelle qu'un avis d'appel public à la concurrence en procédure adaptée a été passé le 12 Juillet 2018 qui précisait que le marché comprenait une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Elle donne lecture des travaux à effectuer sur la tranche optionnelle de la 2^{ème} phase des travaux, venant en continuité de la tranche ferme, comme indiqué

dans le compte rendu du 1^{er} Octobre 2019 du Maître d'œuvre, architecte du Patrimoine.

Elle précise que la présente demande de subvention concerne uniquement la tranche des travaux restants pour achever la restauration extérieure de l'édifice tels que décrits dans le descriptif estimatif détaillé, soit :

- la restauration de la charpente et de la couverture du chœur en lauzes,
- la consolidation des maçonneries du chœur,
- la restauration des parements extérieurs du chœur et de la nef en façades Est et Sud,
- la restauration en recherche des dallages intérieurs en pierre (opération comprenant également les travaux ponctuels à l'intérieur).

Elle indique que l'estimation des travaux s'élève à 150 372,98 € HT (180 447,57 € TTC), à laquelle il convient de rajouter les honoraires du Maître d'œuvre de 12 901,99 € HT (15 482,39 € TTC), les frais de coordinateur SPS de 3 007,46 € H.T (3 608,95 € TTC), les frais divers et les prévisions pour hausses et aléas pour un montant de 7 717,57 € HT (9 261,08 € TTC), ainsi que les frais d'appel d'offre et divers pour un montant de 1 000 € HT (1 200 € TTC).

Le coût total de cette tranche est arrondi à 175 000.00 € HT soit 210 000 € TTC.

Elle informe que la tranche optionnelle de la Phase II débutera à partir du 4^{ème} trimestre 2020.

Elle propose d'arrêter le plan de financement prévisionnel de cette tranche comme suit :

Plan de financement prévisionnel	
Tranche optionnelle de la phase II pour 2020	
Coût objectif des travaux HT	150 372.98 €
Honoraires HT	12 901.99 €
Frais d'appel d'offre et divers	1 000.00 €
Estimation de la mission SPS	3 007.46 €
Provisions pour hausses de prix et imprévus	7 717.57 €
Coût de l'opération HT arrondi	175 000.00 €
TVA à 20 %	35 000.00 €
Total TTC	210 000.00 €
Aides financières sollicitées	
DRAC – Etat 25 %	43 750.00 €
Conseil Départemental 20 % (sur la base de 1 67 000 €)	33 400.00 €
Région 25 % (sur la base de 1 67 000 €)	41 750.00 €
FCTVA 16.404 %	34 448.00 €
Autofinancement	56 652.00 €
Total TTC	210 000.00 €

Après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal**, à l'unanimité :

- **arrête** l'estimation du coût prévisionnelle des travaux présentée par Madame le Maire.

- **accepte** l'échéancier de ces travaux pour 2020, ainsi que le plan de financement prévisionnel énoncé ci-dessus.

- **sollicite les aides financières** :

1. des services de l'Etat dans le

cadre de la DRAC telle que définie au plan de financement,

2. du Conseil Départemental telle que définie au plan de financement,

3. du Conseil Régional telle que définie au plan de financement.

- **précise** que cette opération sera inscrite au budget primitif 2020 ;

- **donne** tous pouvoirs à Madame

le Maire pour effectuer les démarches nécessaires auprès de nos partenaires financiers et signer tous actes subséquents au dossier.

La présente délibération annule et remplace la délibération n° D19-037 du 17 Octobre 2019.

2. Délibération proposition pour renouvellement commission communale des impôts directs

Après avoir entendu le rapport de Madame le Maire,
Conformément au 1 de l'article 1650 du code général des impôts, une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune. Cette commission est composée :

- du maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission ;
- de 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants pour une commune de moins de 2000 habitants.

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur départemental des finances publiques. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération de l'organe délibérant.

En conséquence, Madame le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir établir une liste de 24 personnes.

Le conseil municipal, à l'unanimité, présente une liste de 24 personnes qui doit être approuvée par les Services Fiscaux.

3. Désignation des délégués à la CCVH

Considérant qu'à la suite du re-

nouvellement du conseil municipal, il convient de désigner les délégués appelés à représenter la commune de VALOJOUX à la CCVH,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à 10 voix pour et un contre (Mireille Calvo), élit les délégués qui siègeront à la Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme :

Déléguée titulaire : Nathalie MANET-CARBONNIERE

Déléguée suppléante : Mireille CALVO.

4. Affectation du résultat 2019 – Budget annexe assainissement

Madame Le Maire expose que, conformément à l'article L 2311.5 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction M49, le résultat excédentaire de la section d'exploitation est affecté prioritairement à la Section d'investissement pour couvrir les dépenses d'investissement.

Vu l'excédent d'exploitation cumulé de la section d'exploitation s'élevant à : 991.39 € et le résultat d'investissement s'élevant à : - 435.38 €,

Compte tenu des dépenses inscrites en investissement,
Considérant la présentation intervenue en commission des finances réunie le 10 juin 2020,

Il est proposé au Conseil Municipal d'affecter la totalité du résultat d'exploitation comme suit :

- En recette d'investissement :
Compte 1068 – excédent de fonctionnement capitalisé : 991.39 € montant nécessaire pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, **adopte** les propositions ci-dessus.

5. BP 2020 – Budget annexe assainissement

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 1612-1 et suivantes et L 2311-1 à L 2343-2 ;

Considérant l'obligation de voter le budget primitif avant le début de l'exercice auquel il se rapporte (art. 7 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982) ;

Considérant les délais offerts aux communes jusqu'au 31 juillet 2020 ;

Madame le Maire expose le contenu du budget annexe du service assainissement « Les Bories » de Valojoux au Conseil municipal.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte le budget primitif de l'exercice **2020**, arrêté comme suit :

- **Précise** que le budget primitif de l'exercice 2020 a été établi en conformité avec la nomenclature M49 développée.

de Transformation au Conseil municipal.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte le budget primitif de l'exercice **2020**, arrêté comme suit :

de l'exercice auquel il se rapporte (art. 7 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982) ;

Considérant les délais offerts aux communes jusqu'au 31 juillet 2020 ;

Madame le Maire expose le contenu du budget annexe du Pôle

Mouvements réels	Dépenses	Recettes
Investissement	6 965.64 €	6 965.64 €
Exploitation	9 530.92 €	9 530.92 €
TOTAL	16 496.56 €	16 496.56 €

6. BP 2020 – Budget annexe pôle de transformation

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 1612-1 et suivantes et L 2311-1 à L 2343-2 ;

Considérant l'obligation de voter le budget primitif avant le début

Mouvements réels	Dépenses	Recettes
Investissement	137 500.00 €	137 500.00 €
Exploitation	2 000.00 €	2 000.00 €
TOTAL	139 500.00 €	139 500.00 €

- **Précise** que le budget primitif de l'exercice 2020 a été établi en conformité avec la nomenclature M14.

7. Affectation du résultat 2019 – Budget principal

Madame Le Maire, expose que conformément à l'article L 2311.5 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction M14, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est affecté prioritairement à la Section d'investissement pour couvrir les dépenses d'investissement.

Vu l'excédent de fonctionnement cumulé de la section de fonctionnement s'élevant à : 102 331.99 € et le résultat d'investissement s'élevant à : - 37 054.71 €,

Compte tenu des dépenses inscrites en investissement :

Considérant la présentation inter-

venue en commission des finances réunie le 10 juin 2020,

Il est proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat comme suit :

En recette d'investissement :
Compte 1068 – excédent de fonctionnement capitalisé : 81 712.37 € montant nécessaire pour couvrir le besoin de Financement de la section d'investissement.

En recette de fonctionnement :
Compte 002 – Résultat de fonctionnement reporté : 20 619.62 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, adopte les propositions ci-dessus.

8. BP 2020 – Budget principal

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 1612-1 et suivantes et L 2311-1 à L 2343-2 ;

Considérant l'obligation de voter le budget primitif avant le début de l'exercice auquel il se rapporte (art. 7 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982) ;

Considérant les délais offerts aux communes jusqu'au 31 juillet 2020 ;

Madame le Maire expose le contenu du budget principal de la commune de Valojoux au Conseil municipal.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte le budget primitif de l'exercice **2020**, arrêté comme suit :

- **Précise** que le budget primitif de l'exercice 2020 a été établi en conformité avec la nomenclature M14.

Mouvements réels	Dépenses	Recettes
Investissement	452 464.25 €	452 464.25 €
Exploitation	305 935.62 €	305 935.62 €
TOTAL	758 399.87 €	758 399.87 €

Séance du 10 Juillet 2020

1. Réalisation d'une entente entre la commune et le SIAEP des Deux Rivières – Source de la Laiterie

Madame le Maire expose les dispositions des articles L5221-1 et L5221-2 du CGCT et elle précise que l'entente est un accord entre deux ou plusieurs conseils municipaux, organes délibérants d'EPCI ou de syndicats mixtes, portant sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et intéressant les divers membres.

L'entente n'a pas la personnalité morale. Elle n'est pas dotée de pouvoirs autonomes même par délégation des collectivités intéressées. Toutes les décisions prises doivent, pour être exécutoires, être ratifiées par l'ensemble des organes délibérants intéressés.

Il est envisagé une entente **entre la commune de VALOJOUX et le syndicat intercommunal d'adduction en eau potable (SIAEP) des Deux Rivières** au sujet de la **source de la Laiterie**, sise « La Mailleraie » à VALOJOUX.

Madame le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les termes de la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- accepte la réalisation d'une entente entre la commune de VALOJOUX et le SIAEP des Deux Rivières ;

- approuve la convention d'entente dont l'objet est : « Mise à disposition de la source de la Laiterie » ;

- autorise Madame le Maire à signer cette convention d'entente.

- **donne** tous pouvoirs à Madame le Maire pour effectuer les démarches nécessaires auprès de nos partenaires financiers et signer tous actes subséquents au dossier.

La présente délibération annule et remplace la délibération n° D19-037 du 17 Octobre 2019.

2. Projection en plein air dans le cadre du Festival « Soirs des toiles »

Madame le Maire présente le projet de convention entre la commune de Valojoux et la commune de Montignac dans le cadre du Festival « Soirs des toiles ».

Le Festival « Soirs des toiles » a pour objectif la mise en place de séances de cinéma plein air dans des lieux d'intérêt patrimonial, ainsi que la mise en valeur de divers bourgs et villages. C'est

un évènement culturel cinématographique à portée locale et touristique avec une démarche de développement et de découverte territoriale.

Il a été convenu d'instituer, par le biais d'une convention, les modalités d'organisation de la projection cinématographique en plein air qui aura lieu le **Samedi 18 Juillet 2020** aux abords de la salle des fêtes de Valojoux, entre 21h et 22h. En cas d'intempérie, le repli se fera dans la salle des fêtes communale.

La commune de Valojoux versera une participation financière de 400 € à la commune de Montignac.

Madame le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les termes de la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, accepte l'ensemble des termes de la convention entre la commune de Valojoux et la commune de Montignac et autorise Madame

le Maire à signer les documents subséquents.

3. Désignation des délégués aux élections sénatoriales du 27.09.2020

Explication de la procédure par Madame le Maire pour l'élection d'un délégué titulaire et de 3 délégués suppléants. Elle précise qu'en qualité de Conseillère départementale, elle siège de droit et ne sera donc pas présente sur la liste communale.

Madame le Maire demande au Conseil municipal de procéder au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité des voix, désigne la liste présentée comme celle des délégués aux élections sénatoriales du 27 septembre prochain :

Déléguée titulaire : Mireille CALVO

Délégués suppléants : Jean-Pierre MEGE, Christiane SALVIAT, Bruno BASTIAN.

Séance du 1er Septembre 2020

1. Convention pour l'instruction des demandes d'autorisations relatives à la publicité extérieure

Madame le Maire rappelle que le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) a été approuvé par le conseil communautaire le 5 mars 2020 et qu'il est opposable et donc applicable depuis le 24 juillet 2020.

Elle indique également qu'à compter de cette date, c'est le maire, et non plus l'Etat, qui est compétent pour la délivrance des autorisations liées à la publicité extérieure et qu'elle dispose

du pouvoir de police en la matière.

La commune a déjà transféré l'instruction des autorisations d'urbanisme à la communauté de communes. Il est ainsi proposé au conseil municipal de transférer également l'instruction des autorisations liées à la publicité extérieure (enseigne, préenseigne et publicité).

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, de transférer l'instruction des autorisations relatives à la publicité extérieure à la communauté de communes.

2. Organisation adressage

Deux solutions se présentent : soit la pose des numéros par le conseil municipal et les agents, soit la remise de la plaque aux propriétaires pour qu'ils l'installent.

Après discussion, le conseil municipal estime qu'il installera les numéros. Un planning sera fait pour une mise en place sur fin octobre. Les plaques seront, en priorité, posées sur les boîtes aux lettres ou, à défaut, sur tout mobilier (portail, pile, muret...) à disposition en limite de voie communale. Dans ce cas-là, les propriétaires devront en informer la mairie avant le passage.

Séance du 1er Octobre 2020

1. Présentation des éléments budgétaires prospectifs 2020, 2021 et 2022

2021 : reprise des travaux de l'église et solde, travaux murs vieux cimetière, travaux de voirie.

2022 : travaux de voirie, défense incendie le Fraysse, gîte de groupe, patte d'oie route du Fraysse/route de la Poularie.

Adopté à l'unanimité

2. Droit de préemption urbain

Madame le Maire rappelle que le droit de préemption urbain (DPU) permet d'acquérir prioritairement certains biens mis à la vente, afin de réaliser des actions ou des opérations d'aménagement d'intérêt général (politique locale de l'habitat, équipements collectifs, développement des loisirs et du tourisme...) ou de constituer des réserves foncières pour la réalisation de ces actions

ou opérations.

Il a été institué par la communauté de communes sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) figurant au Plan Local d'Urbanisme inter-communal.

Celui-ci a été délégué à chaque commune pour les biens situés en zones U et AU de son territoire. Il est possible au conseil municipal de subdéléguer au maire l'exercice de ce droit de préemption.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

PREND acte de l'instauration par la communauté de communes d'un Droit de Préemption Urbain et de la délégation de son exercice à la commune pour les biens situés en zones U et AU de son territoire,

DECIDE de subdéléguer l'exercice de ce droit de préemption au maire.

3. Adressage : organisation pour la pose des numéros et remise des certificats (en accompagnement des agents communaux)

- 2 novembre : Maison neuve, la Querrerie, Moulin de la Querrerie, le Monteil, Le Caillou bas, les Brandes, les Cabannes, le Caillou ;

- 3 novembre : Le Caillou (fin), les Faux, le Masnègre, la Lisière, le Puymangou, la Prandie, Costeperrier, Maillol, la Finetterie ;

- 4 novembre : la Bachellerie, la Tratinerie, Valadier, Moulin de Madame, Moulin du Treuil, les Baulangers, la Teillède ;

- 5 novembre : la Teillède (fin), Costeras, Péchely, le Bourg, Moulin de Lagorce, la Maillerais, la Plaine ;

- 6 novembre : la Pendule, la Poularie, la Tempeyre, le Combailou, le Fraysse ;

- 9 novembre : le Fraysse (fin), le Bec, les Valats, le Plantier, le Castang, Puy Lafaye, la Fosse ;

- 10 novembre : les Bories, la Geneste, la Génésie, la Rivière basse, la Beunerie, le Puy du Fraysse.

Séance du 1er Septembre 2020

1. Emploi saisonnier

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un personnel pour l'accroissement saisonnier d'activité en qualité de gardien de la salle des fêtes communale à temps non complet sur le grade d'adjoint technique territorial, Sur le rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, **décide** le recrutement direct d'un agent contractuel pour accroissement saisonnier d'activité pour une période de 1 mois allant du 1^{er} au 31 décembre 2020.

Cet agent assurera les fonctions de régisseur de la salle des fêtes communale pour une durée hebdomadaire de service de 9 heures. La rémunération de l'agent sera rattachée à l'échelle C1, indice brut 350 – majoré 327. Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Madame le Maire est chargée du recrutement de l'agent et habilitée à ce titre à conclure un contrat d'engagement.

2. Décision modificative n° 1 – Budget principal

Madame le Maire ouvre la séance et fait part au Conseil

municipal de la réception des arrêtés attributifs de subventions pour l'opération « Restauration de l'église Saint Laurent » pour un montant total de 120 900 €.

Elle précise que la dépense pour les travaux a été inscrite au budget primitif 2020 pour un montant de 212 200 €. Afin de ne pas entacher le montant total des recettes d'investissement, il est donc nécessaire de diminuer l'emprunt en recettes pour 77 150 €.

De plus, il convient de prévoir à l'article 654 la somme de 41.39 € en dépenses de Fonctionnement correspondant à une créance en non-valeur de 2014.

Elle demande à l'assemblée d'inscrire au budget les écritures suivantes :

Recettes d'investissement

Article 1321 – opération 2004-02 (DRAC)	+ 43 750.00 €
Article 1323 – opération 2004-02 (Conseil Départemental)	+ 33 400.00 €
Article 1641 – opération 2004-02	- 77 150.00 €

Dépenses de Fonctionnement

Article 6226 :	- 41.39 €
Article 654 :	+ 41.39 €

Madame le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **adopte** la présente décision modificative, et autorise Madame le Maire à inscrire ces écritures au budget primitif de 2020.

3. Assurance statutaire du personnel – Exercice 2021

Madame le Maire explique que les contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer des risques demeurant à sa charge.

Après avoir pris connaissance du contrat adressé par CNP Assurances et en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, autorise Madame le Maire à signer le contrat CNP Assurances pour l'année 2021.

4. Présentation du rapport public annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable pour l'exercice 2019

Madame le Maire, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2019, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SIAEP des Deux Rivières.

Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service. Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.

5. Proposition prêt relais 150 000 €

En attente du versement des subventions attribuées pour assurer la trésorerie. Remboursement au fur et à mesure des rentrées de subventions, sur 3 ans.

Le conseil municipal autorise Madame le Maire à effectuer les démarches auprès d'établissements financiers pour soumettre à la prochaine réunion.

Séance du 9 décembre 2020

1. Décision modificative n° 2 – Budget principal

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la réception le 26 novembre dernier du courrier du Conseil Régional nous informant de l'attribution d'une subvention de 43 750 € pour l'opération église – Tranche 2.

Elle demande à l'assemblée d'inscrire cette recette au budget de 2020 telle que :

Recettes d'investissement

Art 1322 – opération 2004-02 église (conseil régional)	+ 43 750.00 €
Art 1641 – Emprunt (travaux église)	- 43 750.00 €

Elle demande au Conseil municipal de se prononcer.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte la présente décision modificative et autorise Madame le Maire à inscrire les écritures au budget primitif de 2020.

2. Prêt relais pour 135 000 €

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il serait opportun de contracter un prêt relais de 135 000 € sur 2 ans pour assurer le paiement des travaux de l'église de la Tranche Optionnelle n°1 démarrés en octobre 2020 en attendant l'encaissement des subventions de cette tranche. Elle propose que le remboursement se fera par anticipation partielle sans indemnité de remboursement.

Après étude de propositions de plusieurs organismes financiers, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de retenir la proposition suivante adressée par le Crédit Agricole, définie comme telle :

Prêt relais 135 000 € - Besoin de trésorerie - Prêt à capital différé

Remboursement anticipé sans frais

MONTANT	DUREE	TAUX	PERIODICITE	ECHEANCE Intérêts seuls	COUT TOTAL En intérêts	Frais de dossier
135 000 €	24 mois	0.60 %	Trimestrielle	202.50 €	1 620.00 € Sous réserve de stabilité des taux	300.00 €

Après exposé, Madame le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **charge** Madame le Maire à dégager les ressources nécessaires au paiement des échéances et autorise le Comptable du Trésor à régler le montant de ces échéances au profit du CREDIT AGRICOLE ;

3. Adoption des statuts du SIAEP des deux rivières

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la délibération du Comité syndical en date du 13 Octobre dernier, visée en Préfecture le 16 octobre 2020. Cette délibération porte sur la modification du siège du SIAEP des Deux Rivières.

Madame le Maire invite le Conseil municipal à donner son avis sur ce projet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, accepte la modification du siège du SIAEP des Deux Rivières (domiciliation siège : mairie de Saint Avit de Vialard) et délègue tous pouvoirs à Madame le Maire pour signer toute pièce relative à cette affaire.

4. Redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux de télécommunications

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents, décide :

- d'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité pour

la redevance d'occupation du domaine public routier due par les opérateurs de télécommunications ;

- d'inscrire cette recette au compte 70323 du budget ;

- de charger Madame le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant un titre de recettes au nom de Orange France.

5. Orientations budgétaires 2020-2021

Présentation des documents d'exécution budgétaire 2020 des trois établissements communaux arrêtés à ce jour :

- Sur le CA de l'assainissement, déficit en investissement.

- Sur le CA du pôle : excédent de 20 785.49 € pour un résultat de clôture de - 32 034.63 €.

- sur le CA de la commune : excédent de fonctionnement de 49 335.09 € et un résultat de clôture de 69 954.71 €. Pour l'investissement, excédent de 10 232.91 € et un résultat de clôture de - 26 821.80 €.

Possibilité encore de passer des écritures d'investissement jusqu'au 15 décembre et de fonctionnement jusqu'au 31 décembre 2020.

Pour les orientations budgétaires 2021, plusieurs pistes : Travaux de voirie (chemin du bec et le Fraysse) pour 8 698.56 € ; Défense incendie nouveau cimetière pour 18 500 € TTC ; mur du vieux cimetière pour 17 000 € TTC ; parking le bourg pour 20 000 € TTC ; eau pour remplissage réserve incendie les Faux pour 192.54 € TTC ; bacs à fleurs et cabine pour 103.75 € TTC.

La CCVH a pris notre demande en compte pour le groupement d'achats de défibrillateurs et de réserves incendie.

Point sur les travaux réalisés en 2020

Travaux de voirie (23 330 € TTC)

- Route du Castang (voie communale) : 14 298 € TTC.
- Point à temps ensemble de la commune : 9 032 € TTC.

Voie intercommunale n° 35 (route du Caillou et route du Plateau, de la RD n° 65 au carrefour de Valadier) : refaite à neuf.

Des réserves ont toutefois été émises lors de la réception des travaux.

Autres travaux

- Sondages containers : cimetière du Fraysse et station des Bories : 600 € TTC.
- Parking et accès au vieux cimetière : 1 290 € TTC.
- Murs du logement du presbytère et escalier des gîtes communaux réalisés par les agents communaux, merci à Thierry et Jacques.
- Défense incendie les Faux pour 15 768 € TTC.
- Eglise : dernière tranche en cours.

Prévisions 2021

- Eglise : fin des travaux Avril-Mai 2021.
- Voirie prévisionnelle : chemin du Bec, le Fraysse, entretien de toute la voirie (PAT), devis en cours d'élaboration.
- CCVH : Réfection à neuf route du Plateau, du carrefour de Valadier à la limite de la commune de La Chapelle Aubareil.
- Défense incendie le Fraysse.
- Mur du vieux cimetière à restaurer en urgence.



Syndicat Mixte du Bassin Versant
de la Vézère en Dordogne

Projet de renaturation du Turançon

Les Services du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Vézère en Dordogne, de la DDT et de l'OFB accompagnent la commune de Valojoux et les maraichers riverains pour un projet de renaturation du Turançon.

Depuis 2018, le projet d'agroforesterie régénérative a vu le jour dans le bourg de Valojoux. L'idée pour ces maraichers est de recréer un écosystème et d'enrichir la terre avec la plantation de plus de 300 essences sur 1 hectare en 5 ans.

Depuis ces deux ans qu'ils sont installés, leurs récoltes sont soumises aux aléas climatiques, dont le débordement du Turançon et donc l'inondation des parcelles exploitées.

L'objectif de cette nouvelle action de gestion du Turançon est de limiter ce risque d'inondation par la restauration des fonctions hydrauliques du cours d'eau. Pauvre en ripisylve (végétation présente en berge), le Turançon est sujet à l'implantation d'iris dans le lit. Les rhizomes de ces iris provoquent l'accumulation de sédiments au fond du cours d'eau et donc le rehaussement du lit. Ce phénomène accentue le risque inondation des parcelles riveraines.

Le Turançon, comme grand nombre de cours d'eau sur le territoire, a connu, lors du remembrement, un recalibrage rectiligne, un déplacement et un agrandissement de la largeur du lit.

Les Services de l'Etat ont pris la décision d'autoriser, avec un dossier loi sur l'eau et une notice de gestion associée, l'entretien du Turançon par le retrait d'iris implantés dans le lit. Seul le chenal principal d'écoulement sera réouvert afin d'apporter un maximum de dynamisme au cours d'eau. Afin d'apporter un peu d'ombrage sur le cours d'eau et, par conséquent, de limiter l'accumulation d'iris dans le lit, des plantations et du bouturage d'essences buissonnantes seront associés. L'objectif est d'améliorer l'écoulement naturel du Turançon ; limiter le risque inondation des parcelles riveraines en cohérence avec la préservation des milieux humides spécifiques à ce territoire.

Cet entretien sera réalisé courant décembre afin d'anticiper la future vidange des étangs de la fédération de pêche.



Depuis le 24 Juillet 2020, le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) est le document d'urbanisme qui régit toutes les décisions en matière d'occupation du sol sur le territoire de la Communauté de communes de la Vallée de l'Homme (CCVH).

L'ensemble du dossier est consultable en mairie ou sur le site de la CCVH (cc-valledelhomme.fr - Rubrique « Habitat & Urbanisme »).

En même temps et aux mêmes dates a été approuvé le Règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

Ce document est destiné à réglementer la publicité, les enseignes et pré-enseignes dans le but de protection du cadre de vie et des paysages tout en assurant un équilibre avec le droit à l'expression et à la diffusion d'informations et d'idées.

Il permet d'adapter localement le Règlement national de publicité (RNP) que l'on retrouve dans le Code de l'Environnement.



Quelques définitions :

- **publicité** : toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention ;
- **enseigne** : toute inscription, forme ou image, apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;
- **Pré-enseigne** : toute inscription, forme ou image, indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

L'ensemble du dossier est consultable en mairie ou sur le site de la CCVH (cc-valledelhomme.fr - Rubrique « Publicité et signalétique »).

Un guide pratique dédié, élaboré par la CCVH, est aussi consultable en mairie.

Service de location longue durée de vélos à assistance électrique

Pédalez facilement sur le territoire de la Communauté de Communes Vallée de l'Homme !

Jusqu'à 200 € d'aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique

La CCVH vous offre une alternative à la voiture et met à votre disposition un service de location de vélos à assistance électrique sur une longue durée.

La location est proposée à toute personne majeure résidant ou travaillant quotidiennement sur le territoire de la CCVH.

TARIFS	15 jours	1 mois	3 mois
Tarif normal	20 €	30 €	70 €
Tarif réduit*	10 €	20 €	45 €
Accessoires annexes (tarifs fixes)			
Sacoche	Offert		
Porte-bébé	5 €	10 €	15 €
Remorque	10 €	15 €	35 €

* Tarif réduit pour les étudiants et demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif.

Renseignements et réservations :

Communauté de communes Vallée de l'HOMME
Ouvert du Lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h30
05.53.51.70.70 - contact@cc-vh.fr

Le rapprochement entre les CIAS du Bugue, de Montignac et de Rouffignac St Cernin de Reilhac forme depuis le 1er janvier 2020 « **le CIAS Vallée de l'Homme** ».

Celui-ci est issu de la Communauté de communes Vallée de l'Homme.

Le **CIAS Vallée de l'Homme** mène une action générale de prévention et de développement social. L'aide sociale légale est, de par la loi, sa seule attribution obligatoire.

Il dispose d'une grande liberté d'intervention pour mettre en œuvre la politique sociale de la commune.

Il existe une aide sociale pour constituer des dossiers à caractère social (APA, secours d'urgence, bons alimentaires, MDPH...) .

La « **Domiciliation** » est un service qui permet aux personnes d'obtenir une adresse postale pendant une durée plus ou moins longue.

Les bénéficiaires sont les personnes présentant une perte d'autonomie et/ou handicap et les personnes qui souhaitent se libérer des tâches quotidiennes.

Le CIAS Vallée de l'Homme est conventionné par les principaux régimes de retraite et regroupe différents partenaires comme les mutuelles, la CPAM, la MDPH, le Conseil Départemental.

Que propose-t-il ?

- aide à la réalisation des tâches domestiques : préparer les repas, faire le lit, laver la maison (sol, vitres, linge...), faire du rangement...

- aide à la personne : aide aux actes essentiels de la vie quotidienne, des activités sociales et relationnelles (aide à la toilette, aide au lever et au coucher, aide à l'habillage et à la prise des repas) ;

- aide aux aidants : remplacer ponctuellement ou régulièrement les aidants non professionnels ;

- portage de repas à domicile : les repas sont livrés en chaîne froide sous forme de plateaux (menus confectionnés et préparés par l'EHPAD du Bugue et de Montignac) ;

- transport accompagné : courses, médecin, soins, loisirs...

- homme de toutes mains : assurer les petits travaux d'entretien, de bricolage et de jardinage (uniquement sur le CIAS du Bugue).

L'avantage fiscal : réduction égale à 50 % des sommes versées au CIAS en cas d'imposition sur les revenus, ou possibilité de réaliser un crédit d'impôt.

Antenne de MONTIGNAC

Place Yvon Delbos 24290 MONTIGNAC

05.53.51.99.04

courrier@ciasmontignac.fr

9h à 12h et de 14h à 17h

Antenne du BUGUE

4 rue de la Boétie 24260 LE BUGUE

05.53.51.99.04

Cias-lebugue@orange.fr

8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Antenne de ROUFFIGNAC ST CERNIN DE REILHAC

Permanence dans les bureaux de la mairie de Rouffignac,

Chaque 1er mercredi de chaque mois de 9h à 11h30

05.53.03.09.10

Le Référent Aide sociale de la commune : Mireille CALVO

Assurance et catastrophes naturelles

L'assurance catastrophe naturelle est une assurance qui vous permet d'être indemnisé pour les dégâts dus aux catastrophes naturelles (tremblements de terre, inondations, sécheresse, glissement de terrain, action mécanique des vagues...).

Elle ne fait pas partie des assurances obligatoires et n'est donc pas incluse dans les contrats de base, bien qu'incluse dans l'assurance multi-risques habitation.

Conditions d'indemnisation

La première condition pour être indemnisé en cas de dégâts dus aux catastrophes naturelles est d'avoir souscrit une assurance catastrophe naturelle.

Un arrêté de catastrophe naturelle doit être publié. Même si vous êtes assuré contre les catastrophes naturelles, cela ne suffit pas pour obtenir l'indemnisation de votre sinistre par l'assurance. Il faut en plus qu'un arrêté interministériel de catastrophe naturelle ait été adopté et publié par le gouvernement, indiquant les zones géographiques touchées par la catastrophe naturelle, les périodes au cours desquelles cela s'est passé et la nature des dommages occasionnés par la catastrophe naturelle.

Vous disposez de 10 jours à partir de la parution de cet arrêté au Journal Officiel pour vérifier si votre zone est concernée et pour déclarer le sinistre auprès de votre assurance.

Comment faire la déclaration en cas de sinistre ?

Vous devez adresser à votre compagnie d'assurance ou au courtier de préférence dans les 5 jours ouvrés suivant le sinistre et au plus tard 10 jours après la publication de l'arrêté au Journal Officiel, une déclaration par courrier par lettre recommandée avec accusé de réception.

Indiquez notamment dans ce courrier :

- vos coordonnées
- le numéro de votre contrat d'assurance

- Une description du sinistre (nature, date, heure, lieu), éventuellement avec l'intervention d'un huissier de justice

- Une liste chiffrée de tous les objets perdus ou endommagés accompagnés des documents permettant d'attester de l'existence et de la valeur des biens (factures, photographies par exemple...)

- les dégâts causés à des tiers (arbre tombé chez le voisin par exemple...)

- les coordonnées des victimes s'il y en a.

A savoir : si vous prenez en charge la réparation (partielle ou totale) de vos biens, conservez les factures d'achat de matériaux afin qu'elles soient prises en compte par l'assureur.

Conservez les biens endommagés car ils seront examinés par l'assureur ou l'expert désigné.

Adresser une copie de votre déclaration à la mairie afin qu'elle puisse faire la demande de classement en catastrophe naturelle auprès de la Préfecture. Il faut avoir à l'esprit qu'à moins d'une quinzaine de dossiers, la demande de classement a peu de chance d'aboutir.

Si vous constatez des dégâts sur votre habitation relatifs à la sécheresse de cet été, bien vouloir déposer un dossier en mairie par courrier ou par voie dématérialisée (mairie.valojoux@wanadoo.fr) avant le 15 janvier 2021. Une nouvelle demande de reconnaissance en catastrophe naturelle sera déposée auprès de la Préfecture, en espérant qu'elle aboutisse...

Percevoir le RSA tout en travaillant, c'est possible...

Dans le cadre de sa politique d'insertion, le Conseil Départemental souhaite favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées en leur permettant de se saisir d'une opportunité d'emploi ponctuelle, sans perdre le bénéfice du RSA.

Qui peut en bénéficier ?

Le bénéficiaire doit résider en Dordogne et être allocataire du RSA auprès de la CAF ou de la MSA (attestation de paiement avec numéro d'allocataire) à la date de signature du contrat. Il doit être à jour de ses déclarations trimestrielles et avoir signé un Contrat d'Engagement Réciproque.

Il doit justifier d'un contrat de travail saisonnier dans l'un des secteurs suivants : hôtellerie, restauration, agriculture, viticulture, tourisme ou loisirs, ou d'un contrat de travail dans un service d'aide à domicile prestataire ou d'un contrat de travail dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Durée autorisée

300 heures de travail maximum sur une année civile (du 1er janvier au 31 décembre).

Il peut s'agir d'un premier contrat ou du cumul de contrats successifs chez un même employeur ou chez plusieurs employeurs.

Si le contrat excède les 300 heures, seules les 300 premières heures donneront lieu à neutralisation des ressources pour le calcul de l'allocation RSA.

Démarche à effectuer

Faire une demande au Conseil Départemental en joignant la copie du contrat de travail stipulant le type d'emploi, les coordonnées de l'employeur, la durée et la rémunération, ainsi que les feuilles de paie.

Coordonnées

Conseil Départemental de la Dordogne

DGASP—Pôle RSA-LCE

Service Gestion de l'allocation RSA

Cité administrative Bugeaud

Bât D—CS 70010

2016 PERIGUEUX Cedex

Tel. 05.53.02.28.04 (à partir de 13h30)

Courriel : service-allocationsRSA@dordogne.fr

Nouveau Réseau de Proximité de la Direction départementale des Finances Publiques (Centre des impôts)

Dès le 1er Janvier 2021, les transferts des missions de recouvrement des impôts des particuliers actuellement exercées par les Trésoreries de Belvès, Brantôme, Excideuil, La Force, Lalinde, Le Bugue, Montignac-Plazac, Montpon-Ménestérol-Vauclaire, Saint-Astier, Saint-Aulaye-La Roche-Chalais, Terrasson-La Bachellerie et Thiviers se feront vers les Services des Impôts des Particuliers (SIP) de Périgueux, Nontron, Bergerac et Sarlat-la-Canéda.

Nous serons donc rattachés au Service des Impôts Particuliers (SIP) de SARLAT-LA-CANÉDA.

Selon leurs besoins, les usagers peuvent accéder à différentes sources d'informations et/ou de paiement de manière dématérialisée.

Concernant les impôts des particuliers, les usagers peuvent :

- **consulter le site « impots.gouv.fr »**, qui propose les réponses aux questions les plus fréquentes et est régulièrement mis à jour ;

- **prendre un rendez-vous téléphonique** via le site « impots.gouv.fr » - rubrique « Contact », pour les questions les plus complexes ;

- **poser leur question via leur messagerie sécurisée** dans « votre espace personnel » - rubrique « Mes

contacts », accessible via le site « impots.gouv.fr » ou sur l'adresse internet du service des impôts des particuliers ;

- **contacter par téléphone** l'administration fiscale pour toute question au **0 809 401 401** (prix d'un appel local non surtaxé), du lundi au vendredi de 8h30 à 19h ;

- **pour tout paiement :**

- payer en ligne sur « impots.gouv.fr » ;
- payer par smartphone ou tablette via l'application « [impots.gouv](http://impots.gouv.fr) » ;
- payer par carte bancaire (et en numéraire si le montant dû est inférieur à 300 €) auprès du réseau des **buralistes conventionnés « Paiement de proximité »**.

Concernant les amendes, les usagers peuvent :

- consulter le site « www.amendes.gouv.fr », qui propose les réponses aux questions les plus fréquentes et est régulièrement mis à jour ;

- **pour tout paiement :**

- payer en ligne sur « www.amendes.gouv.fr » ;
- payer par smartphone ou tablette via l'application « [amendes.gouv](http://amendes.gouv.fr) » ;
- payer par carte bancaire (et en numéraire si le montant dû est inférieur à 300 €) auprès du réseau des **buralistes conventionnés « Paiement de proximité »**.

Concernant les créances du secteur public local, les usagers peuvent notamment :

- payer en ligne par carte bancaire si le titre de perception l'indique, en vous rendant sur « www.tipi.budget.gouv.fr » ;
- payer par carte bancaire (et en numéraire si le montant dû est inférieur à 300 €) auprès du réseau des **buralistes conventionnés « Paiement de proximité »**, si le titre de perception le mentionne.

Déclaration de brûlage des déchets verts Terrain situé dans une commune rurale

- ♦ **Du 1er Mars au 30 Septembre** : tout brûlage est interdit.
- ♦ **Du 1er Octobre à fin Février** : le brûlage des déchets verts issus des obligations légales de débroussaillage et le brûlage des déchets verts issus des travaux d'entretien (tonte, taille...) sont **soumis à déclaration (à transmettre obligatoirement en mairie au moins 48 heures avant le brûlage) et réalisés entre 10h et 16h**.
- ♦ **Les collectivités et les entreprises d'espaces verts et paysagistes sont tenues d'éliminer leurs déchets verts par des solutions alternatives.**



Rappel de règles de sécurité à appliquer

- les brûlages en tas ou en cordons ne peuvent être réalisés qu'après établissement d'une place à feu dégagée de toute végétation et accessible à un véhicule incendie.
- les brûlages ne doivent pas être effectués si la force du vent entraîne des risques de propagation du feu (vitesse du vent supérieure à 5 m/s ou 20 km/h).
- le personnel et les moyens nécessaires à enrayer tout incendie échappant au contrôle doivent être présents sur place pendant toute la durée du brûlage et jusqu'à l'extinction complète.

Obligations légales de débroussaillage

Débroussaillage autour des constructions (y compris en zone urbaine)

Tout propriétaire de constructions, habitations, dépendances, chantiers, usines et installations diverses situés dans la zone sensible au risque d'incendie de forêt est tenu de débroussailler :

- sur une profondeur de 50m autour desdites constructions ou installations,
- sur une profondeur de 10m de part et d'autre des voies privées donnant accès auxdites constructions et installations.

Si ces profondeurs dépassent les limites de la propriété concernée, le débroussaillage doit être effectué sur les fonds voisins selon la procédure décrite aux articles L131-12 et R131-14 du code forestier.

Débroussaillage aux abords des lignes électriques aériennes (L134-11 du code forestier)

Les transporteurs ou les distributeurs d'énergie électrique exploitant des lignes aériennes en conducteurs nus sont tenus, après en avoir avisé les propriétaires intéressés, de procéder au débroussaillage d'une bande de terrain dont la largeur est fixée à :

- emprise de la ligne et 3m de part et d'autre pour les lignes BT (<1000V) et HTA (<50 000V).
- emprise de la ligne et 5m de part et d'autre pour les lignes HTB (> 50 000V).

Les distances de part et d'autre des lignes étant mesurées à partir de l'aplomb du dernier conducteur.

Renforcement des mesures de biosécurité

pour lutter contre

l'influenza aviaire



dans les basses cours

Devant la recrudescence de cas d'influenza aviaire (grippe aviaire) hautement pathogène en Europe, **en tant que détenteurs de volailles ou autres oiseaux captifs destinés à une utilisation non commerciale, vous devez mettre en place les mesures suivantes :**

- **confiner vos volailles ou mettre en place des filets de protection** sur votre basse-cour ;
- exercer une **surveillance quotidienne** de vos animaux ;
- **protéger vos stocks d'aliments des oiseaux sauvages, ainsi que l'accès à l'approvisionnement en aliments et en eau** de vos volailles ;
- **éviter tout contact direct** entre les volailles de votre basse-cour et des oiseaux sauvages ou d'autres volailles d'un élevage professionnel ;
- ne pas vous rendre dans un autre élevage de volailles sans précaution particulière ;
- **protéger et entreposer la litière neuve à l'abri de l'humidité et de toute contamination** sans contact

possible avec des cadavres. **Si les fientes et fumiers sont compostés à proximité de la basse-cour, ils ne doivent pas être transportés** en dehors de l'exploitation avant une période de stockage de 2 mois. Au-delà de cette période, l'épandage est possible ;

- **réaliser un nettoyage régulier des bâtiments et du matériel utilisé** pour votre basse-cour et ne jamais utiliser d'eaux de surface (eaux de mare, de ruisseau, de pluie collectée) pour le nettoyage de votre épandage.

Si une mortalité anormale est constatée : conserver les cadavres dans un réfrigérateur en les isolant et en les protégeant et contactez votre vétérinaire ou la direction départementale en charge de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Contact DDCSPP : ddcsp-spa@dordogne.gouv.fr ou 05.53.03.66.68.

Fiche de recensement de vos oiseaux en fin de bulletin municipal à déposer en mairie

Carte nationale d'identité

Pour demander une carte d'identité, les pièces justificatives nécessaires dépendent de la situation : majeur ou mineur, première demande ou renouvellement, possession (ou non) d'un passeport... Les délais de fabrication dépendent du lieu et de la période de la demande. La carte d'identité d'une personne majeure est valable 15 ans, celle d'un enfant mineur est valable 10 ans.

Votre présence est indispensable pour procéder à la prise d'empreintes.

Le lieu de la demande ne dépend pas du domicile. Vous pouvez vous rendre à n'importe quelle mairie à condition qu'elle soit équipée d'une station d'enregistrement.

Vous pouvez préparer la démarche en effectuant une pré-demande en ligne, accessible avec un compte ANTS ou via FranceConnect. Il faudra ensuite vous rendre en mairie pour finaliser la demande avec les pièces justificatives.

Le guichet récupèrera vos données grâce au numéro de pré-demande, vérifiera vos pièces justificatives et prendra les empreintes.

La carte d'identité n'est pas fabriquée sur place et ne peut donc pas être délivrée immédiatement. Les délais de fabrication dépendent du lieu et de la période de la demande (vacances scolaires...).

Si vous avez indiqué un numéro de mobile sur le formulaire, vous êtes alerté par SMS dès que la carte est disponible. Vous pouvez aussi suivre votre demande sur le site de l'ANTS.

La carte doit être retirée par le demandeur au lieu de dépôt du dossier. Elle doit être retirée dans un délai de 3 mois suivant sa mise à disposition. Passé ce délai, la nouvelle carte est détruite.



Passeport

Pour faire un passeport biométrique, il faut le demander dans une mairie équipée avec les justificatifs nécessaires. Les documents dépendent de la situation : majeur ou mineur, première demande ou renouvellement... Dans tous les cas, il faut fournir une photo, un justificatif de domicile et un timbre fiscal. En France, il coûte 86 € pour un majeur. Vous pouvez pré-remplir le dossier sur le site ants.gouv.fr. Le délai pour faire le passeport dépend de la période et du lieu.

La démarche est semblable à celle de l'établissement de la carte d'identité.

Information

Si vous êtes né(e) dans une commune qui dématématise la délivrance des actes d'état civil,

vous n'avez plus à fournir d'acte de naissance comme justificatif. Vos données d'état civil font l'objet d'une vérification sécurisée directement auprès de votre mairie de naissance.

Pour savoir si votre commune de naissance est concernée, renseignez-vous en mairie ou connectez-vous sur : <https://ants.gouv.fr>, rubrique « les solutions », « Comedec », « villes adhérentes à la dématérialisation ».

Si votre commune de naissance ne dématématise pas la délivrance des actes d'état civil, un acte de naissance peut vous être demandé. Renseignez-vous en mairie sur la liste des pièces à fournir ou connectez-vous : www.service-public.fr, rubrique « papiers - citoyenneté », « passeports ».

Le PACS

Le pacte civil de solidarité (PACS) est ouvert aux couples de même sexe ou de sexes différents. Pour pouvoir le conclure, les partenaires doivent remplir certaines conditions et rédiger une convention. Ils doivent ensuite la faire enregistrer, en fournissant certains papiers.

Les futurs partenaires doivent respecter toutes les conditions suivantes :

- être majeur (le partenaire étranger doit avoir l'âge de la majorité fixée dans son pays) ;
- ne pas être déjà marié, ni pacsé(e) ;
- ne pas avoir de lien familial direct avec l'autre partenaire.

Les partenaires doivent faire enregistrer la déclaration conjointe de Pacs en s'adressant soit à l'officier d'état civil de la mairie de leur résidence commune, soit à un notaire, en se présentant ensemble munis des documents originaux et de leur pièce d'identité en cours de validité.

Après avoir enregistré le Pacs, l'officier d'état civil ne garde pas copie de la convention. Elle est restituée aux partenaires. L'officier d'état civil transmet ensuite l'information aux services de l'état civil.

Le Pacs figure en mention marginale sur l'acte de naissance des partenaires. Pour un étranger né à l'étranger, l'information est portée par le service central d'état civil du ministère des affaires étrangères.

La preuve de l'enregistrement peut être faite par les partenaires :

- au moyen du visa figurant sur leur convention de Pacs,
- et, 3 jours plus tard, par la production d'un extrait d'acte de naissance, ou, pour le partenaire étranger, par le document établi par le service central d'état civil du ministère des affaires étrangères.

Le Pacs produit ses effets entre les partenaires à la date de son enregistrement.

En cas de refus d'enregistrement du Pacs, les partenaires peuvent contester la décision.

Changement de prénom

Toute personne peut demander à changer de prénom si elle justifie d'un intérêt légitime.

L'adjonction, la suppression ou la modification de l'ordre des prénoms peut également être demandée.

Il suffit de se rendre à la mairie de votre lieu de résidence ou de votre lieu de naissance afin de définir la liste des documents à fournir et rencontrer l'officier de l'état civil.

Pour un mineur ou un majeur sous tutelle, la demande doit être faite par son représentant légal. Si l'enfant a plus de 13 ans, son consentement est nécessaire.

La décision sera inscrite sur le registre de l'état civil. Une fois l'acte de naissance mis à jour, il est possible de modifier ses titres d'identité.

Si l'officier de l'état civil estime que la demande ne revêt pas d'un intérêt légitime, il saisit le Procureur de la République. Si le Procureur s'oppose au changement de prénom, il faudra alors saisir le juge aux affaires familiales.

Adressage

Suite à la remise du certificat de numérotage, il vous appartient d'effectuer le changement d'adresse à toute administration ou société.

Le site « Mon service public » (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R11193>) permet d'informer les organismes suivants : carte grise, caisses de retraite (Agirc et Arrco, Cnav, Retraites et solidarité, etc), caisses de sécurité sociale (CPAM, MSA, CAF, CNMSS,

etc), énergie (EDF, ENGIE, Direct Energie), la Poste, Pôle Emploi, service des Impôts, en se munissant au préalable des courrier(s), attestation(s) ou relevé(s) de consommation contenant vos identifiants afin d'effectuer une déclaration complète. Ce site transmet à chaque organisme vos nouvelles coordonnées.

Pour le reste ou si vous n'avez pas d'accès internet, il s'agira d'une démarche personnelle par voie postale ou sur site dédié.

Recensement militaire

Depuis le 1^{er} janvier 1999, tous les jeunes Français, garçons et filles, **atteignant l'âge de 16 ans, doivent obligatoirement se faire recenser à la mairie de leur domicile dans les 3 mois qui suivent la date d'anniversaire de leurs 16 ans.**

A l'issue de cette démarche, la mairie vous remettra une attestation de recensement que vous devez impérativement conserver dans l'attente de votre convocation à la Journée

Défense et Citoyenneté (JDC). Cette attestation vous sera réclamée, notamment lors de l'inscription à la conduite accompagnée ou de tout examen et concours soumis au contrôle de l'autorité publique.

Pour toutes questions, vous pouvez prendre contact avec le Centre du Service National de Limoges au 05.55.12.69.92 ou csn-limoges.jdc.fct@intradef.gouv.fr ou sur le site : <https://www.defense.gouv.fr>, rubrique « JDC ».

Déclaration des Chambres d'hôtes et Gîtes à faire en Mairie

La loi du 14 avril 2006 (art. L 324-3 à L 324-5 du code du tourisme et son décret d'application du 3 août 2007, art. D 324-13 à D 324-15 du

code du tourisme) ont défini un cadre juridique pour l'exploitation des chambres d'hôtes et des gîtes. Les formulaires sont disponibles en mairie.

La déclaration est à faire une fois et simplement à renouveler en cas de modification des conditions d'accueil ou d'arrêt de l'activité.

Le conciliateur de justice

Par ordonnance du 15 octobre 2018 de la Cour d'Appel de Bordeaux, **Monsieur Michel MALLET a été nommé dans les fonctions de conciliateur de justice pour le canton de la Vallée de l'Homme.**

Le conciliateur de justice est un auxiliaire de justice dont les services sont entièrement gratuits.

Il peut intervenir dans de nombreuses affaires : problème de mitoyenneté, conflit entre propriétaire et locataire, conflit opposant un consommateur à un professionnel, problème de copropriété, querelle de voisinage, désaccord entre fournisseur et client, difficulté dans le recouvrement d'une somme d'argent, contestation d'une facture, etc.

Il peut, par son expérience, donner des avis ou renseignements sur des cas particuliers (droit à la consommation, correspondants utiles pour obtenir un renseignement, procédures judiciaires...), sachant que son rôle principal est d'apaiser les conflits.

Le conciliateur de justice ne peut pas intervenir dans les conflits entre un particulier et l'Administration (Etat ou collectivité territoriale), ni concernant l'Etat civil et la famille (divorce, reconnaissance d'enfant, pensions alimentaires, garde d'enfants, autorité parentale...).

Monsieur Michel MALLET dispose d'un local à la mairie de Vergt afin de vous recevoir, les rendez-vous sont fixés après un contact préalable à la mairie de Vergt (05.53.54.90.05) ou par **m e s s a g e r i e é l e c t r o n i q u e** : michel.mallet@conciliateurdejustice.fr, ou encore par courrier à : Michel MALLET, conciliateur de Justice 24380 Mairie de Vergt.

N O S E N F A N T S . . .

Pour la semaine du goût, nous avons travaillé sur **l'alimentation**.

Tout d'abord, nous avons classé les aliments en 2 catégories : les **aliments qui proviennent des animaux** et les **aliments provenant des végétaux**.

Ensuite, nous avons classé les aliments en **7 familles** et nous avons réalisé **la fleur des aliments** : les féculents, les fruits et les légumes, les produits laitiers, les matières grasses, la famille « viande, œufs, poissons », les produits sucrés et les boissons. Voici notre fleur réalisée en classe :



Les élèves de l'école de Thonac

D E S N O U V E L L E S D U S I V O S V A L L E E V E Z E R E

Dans un contexte très particulier marqué par la crise sanitaire que nous traversons, le mardi 1^{er} septembre, les élèves de Thonac et de La Chapelle Aubareil ont repris le chemin de l'école.

Effectifs scolaires :

83 élèves ont été accueillis dans les 2 écoles. 40 à l'école de Thonac répartis en 2 classes : 19 dans la classe de la directrice Madame Buquet (TPS, PS, MS), 21 dans la classe de Madame Argeliès (GS, CP), et 43 à l'école de La Chapelle Aubareil répartis en 2 classes : 22 dans la classe de Madame Pessenti (CE1, CE2), 21 dans la classe du directeur Monsieur Ferret (CM1, CM2).

Restauration scolaire :

38 élèves mangent à la cantine de Thonac, 43 à la cantine de La Chapelle Aubareil.

Transport scolaire :

37 élèves sont inscrits.

Nouveau protocole sanitaire :

Un nouveau protocole sanitaire interne au SIVOS a été mis en place à la rentrée, de même un guide relatif au fonctionnement des écoles dans le contexte COVID 19 a été mis en place pour l'année scolaire 2020/2021.

Investissements et travaux dans les écoles :

- **A Thonac** : lasure de la structure extérieure en bois, réparation de la chaudière, réparation de la pompe du lave-vaisselle, changement du photocopieur.

A La Chapelle Aubareil : aménagement de la mezzanine dans la classe CE1/CE2, changement des portes des sanitaires (Mairie) et changement du photocopieur.

Participation des communes en 2020 au budget du SIVOS de la Vallée Vézère :

La participation des communes en 2020 est de 176 032 €, 37 548 € pour la commune de Valojoux.

Bonne année 2021 aux élèves, aux enseignants et au personnel du SIVOS Vallée Vézère

**La Présidente,
Mireille CALVO**

RPI (Regroupement pédagogique intercommunal)

La Chapelle Aubareil-Sergeac-Thonac-Valojoux

Rentrée Sept 2020- Passage semaine 4 jours

L'école rurale est une école de proximité

Dans un village, l'école est comme la mairie ou l'église, elle est une partie structurante du village. C'est un lieu de vie sociale, un espace d'échange culturel au sein d'une communauté facilitant le partenariat entre les parents d'élèves, les enseignants et la municipalité. Elle est proche de l'habitation des enfants, il n'y a pas de rupture avec leur lieu de vie. Cette école est liée à son territoire, les enfants appartiennent au groupe classe, au groupe école, au groupe village. Les enfants tissent des liens entre eux et font ensemble des activités hors de l'école

Ecole de Thonac (2classes)

TPS-PS-MS-GS-CP

Adresse : Le Bourg 24290 THONAC

Tel : 05.53.50.76.09 Courriel : ce.0240515e@ac-bordeaux.fr

Enseignantes : Mesdames BUQUET Sylvine (directrice) et ARGELLIÈS Florence.

Surveillantes accompagnatrices : Mesdames BURGOS Laurence et LOBET Colette

ATSEM : Mme BURGOS Isabelle

Horaires de l'école : lundi mardi jeudi vendredi 9h-12h et 13h30-16h30

Ecole de La Chapelle Aubareil (2 classes)

CE1-CE2-CM1-CM2

Adresse : Le Bourg 24290 LA CHAPELLE AUBAREIL

Téléphone : 05.53.50.80.37 Courriel : ce.0240506V@ac-bordeaux.fr

Enseignants : Monsieur FERRET Arnaud et Madame PESENTI Carole

Surveillantes accompagnatrices : Mesdames HULEUX Sophie et DELMOND Maryse

Horaires de l'école : lundi mardi jeudi vendredi 8h45-11h45 et 13h15-16h15

Inscription cantine (une par école) : s'adresser au secrétariat du SIVOS Vallée Vézère

Adresse : Mairie 24290 THONAC

Tel : 05.53.50.70.22 Courriel : sivosvv@orange.fr

Horaires : Le lundi de 8h à 12h et de 14h à 16h

Présidente : Madame CALVO Mireille

Secrétaire : Madame RIZZI Eve-Marie

Inscription transport scolaire (école à école), 2 possibilités pour s'inscrire :

- secrétariat du SIVOS ;

- site internet : scolaire24.transports.nouvelle-aquitaine.fr

Les frais de transport sont intégralement pris en charge par les collectivités.

Accueil périscolaire (lundi mardi jeudi vendredi sur inscription)

Responsable des accueils périscolaires CCVH (communauté de communes de la Vallée de l'Homme) :

Madame SEPART Rosita

Téléphone : 09.67.40.79.72 Courriel : r.separt@cc-vh.fr

Accueil école de Thonac

Horaires : 7h30-8h50 et 16h30-18h30

Animatrice : Madame BURGOS Laurence

Accueil école de La Chapelle Aubareil

Horaires : 7h30-8h35 et 16h15-18h30

Animatrice : Madame LOBET Colette

**L'École rurale, en tant que petite structure ancrée dans un territoire proche,
est un atout pour les enfants qui y passent leur scolarité.**

Page sportive

Début d'année 2020, année très particulière, une invitée surprise est apparue sur toute la France qui a mit fin à toutes les saisons sportives amatrices; nouvelle saison qui commence en septembre pour le :

ESM RUGBY

Le 19 septembre s'est déroulée la journée « portes ouvertes » de l'école de rugby.

Une quarantaine d'enfants de 3 à 14 ans y ont participé, ce qui a permis 17 inscriptions de plus pour le club .

Le 18 octobre à LALINDE s'est déroulé le 1er tournoi pour nos petits , en espérant que d'autres suivent.



SECTION TWIRLING

Il y a eu beaucoup de qualifications pour le championnat de France solo en mars dernier mais malheureusement tout a été annulé.

La saison a recommencé en septembre avec des twirleurs hyper motivés.

Malgré ce second confinement, les enfants font leurs entraînements en visio pour ne pas perdre de temps d'afin d'être prêts dès les premières compétitions.

TOPONYMIE

Les noms de lieux de nos communes font partie de ce patrimoine immatériel qui reste souvent à mettre en valeur.

Leur étude, la toponymie, permet de mettre en évidence les différentes langues qui ont existé, qui se sont empilées et combinées, au cours des siècles et des millénaires, sur notre territoire où on n'a pas toujours parlé français, loin s'en faut.

Le **français** est la couche linguistique la plus récente. La **langue française** en tant que langue usuelle, quotidienne, de presque toute la population, n'a pas 100 ans. Jusqu'entre les deux guerres mondiales et même après la seconde, la langue usuelle de la quasi-totalité de la population de Valojoux n'était pas le français, même si les gens savaient le parler et parfois l'écrire. C'était la langue d'oc (voir ci-après). Le français n'a donc pas eu le temps de laisser sa marque sur les noms de lieux du pays. Il est la langue des cartographes et des scribes de l'administration royale, puis de ceux de la république, il n'interviendra que dans la transcription récente de termes plus anciens, en les déformant bien souvent. Ainsi, on ne trouvera dans notre commune aucun toponyme d'origine française mais le plus souvent francisés après coup.

La langue largement parlée par l'immense majorité des gens, dans cette région, depuis plus de 1000 ans est **la langue d'oc** ou **occitan**. Les gens natifs du Périgord disent « le patois » mais il vaut mieux dire son nom exact. C'est cette langue qui a façonné la plupart des noms de lieux. Ces noms-là, si on les recherche dans un dictionnaire de langue française, même sous leur version francisée, on ne les trouvera pas. On les trouvera par contre dans un dictionnaire de langue occitane. C'est donc cette langue d'oc qui a créé ou adapté le plus grand nombre des noms de lieux de cette région.

Avant l'occitan, de 100 à 700 ans environ, les **parlers gallo-romains** puis **romans** représentent l'essentiel de la couche. Ailleurs en Périgord, par exemple, c'est de cette couche linguistique que proviennent tous les noms de villages à suffixe « ac », survivance d'un suffixe gaulois « acos » ou d'un suffixe latin « acum » qui signifie « domaine de ».

La **langue gauloise (celtique)**, de - 800 à 400 environ, a profondément marqué la région elle aussi. Au hasard, les mots recueillis : combe, vergne, breuil, chemin, brande, brugue... et bien d'autres, sont d'origine gauloise.

Valojoux, vient du Gaulois « **avallo** » : la pomme, et du suffixe gaulois « **ialo** » : le lieu, la clairière. En Périgord, les toponymes d'origine gauloise sont très nombreux.

Enfin, les plus anciennes, les **langues pré-indo-européennes** ou **pré-celtiques**, peut-être celles des Cro-Magnon de Lascaux, langues de la préhistoire en tout cas, dont on ne trouve pas (encore ?) de trace écrite, sont présentes dans les domaines de l'oronymie (le relief) ou de l'hydrographie (les cours d'eau) sous forme de racines reconnues. Ainsi, nous pouvons noter :

Le Turançon : racine « **tur** » ou « **tor** » que l'on retrouve dans « le thouron » et qui désigne l'eau qui court.

Le Caillou, Calhaud : racine « **kal** » qui désigne une hauteur pierreuse.

Voici l'étude de quelques toponymes de Valojoux parmi les plus connus.

Cette étude a sans doute besoin d'être complétée car beaucoup de micro-toponymes se sont perdus au fil des ans, d'autres sont déformés et inexplicables (pour le moment).

Daniel Chavaroché,
ancien maître d'occitan

Travail effectué avec l'aide d'Yves BOISSARIE

Note : les indications : « (prononcé...) » ne sont que des aides à la prononciation à base de phonétique française « bricolée ». En aucun cas il ne s'agit de l'orthographe du mot. La syllabe soulignée est celle qui doit être accentuée à la prononciation.

Bachelierie la : En occitan : **la bachelariá** (prononcé *lobotsèlorio*) lieu où se trouvait le maître d'une ou plusieurs propriétés. Peut-être au sens de seigneurie. Domaine de M Bachelier.

Barradis le : de l'occitan « barrar » : fermer. En occitan : **lo barradís** (prononcé *louborodís*) endroit clos, champ ou pâture clos.

Baulangers les : peut-être de l'occitan « los bòscs longiers » : les bois en bordure de.... En occitan : **los bòscs longiers** (prononcé *lubo loungié*) .

Bec le : de l'occitan « bèç » : le bouleau. En occitan : **lo bèç** (prononcé *loubè*) . le bouleau est aussi nommé en Périgord **lo betol, lo beçol, lo beçolau**.

Beunerie la : a été trouvé la beynerie ou la bènerie (ancienne matrice cadastrale). Peut-être nom de personne : domaine de Beyner ou Bener ?

Bois de Palice le : de l'occitan « bòsc » : bois. En occitan : **lo bòsc de Palissa** (prononcé *loubodépolisso*) bois de Palisse (nom de personne).

Bories les : de l'occitan « bòria » : propriété agricole. En occitan : **las bòrias** (prononcé *loybòrio*) fermes, exploitations agricoles, propriétés. A noter : ce terme ne désigne absolument pas les cabanes en pierre sèche, appelées ainsi par erreur au milieu du XXème siècle. En occitan elles sont nommées : **las cabanas, las casèlas, las gariòtas...**

Brandes les : de l'occitan « branda » : grande bruyère à balai. En occitan : **las brandas** (prononcé *loybrando*) endroit autrefois planté de ce végétal. L'origine est un mot gaulois de racine identique.

Cabanes les : En occitan : **las cabanas** (prononcé *loykobano*) endroit où se trouvent des cabanes en pierre sèche.

Caillou le : mot d'origine pré-celtique formé avec la racine « kal » qui désigne une hauteur rocheuse ou pierreuse. En occitan : **lo calhau** (prononcé *loukolia-ou*).

Castang le : de l'occitan « castanh ou chastanh » : le châtaignier. En occitan : **lo castanh** (prononcé *loukostan*) endroit planté de ce végétal ou bien lieu où se trouvait un châtaignier remarquable.

Castelmerle :

Combalou le : de l'occitan « comba » : combe, vallée sèche. En occitan : **lo combalon** (prononcé *loukoumbolou*) avec le suffixe diminutif « on », petite combe.

Combalous les : idem ci-dessus

Combe de Libos le : idem ci-dessus. En occitan : **la comba de Libos** (prononcé *lokoumbodélibos*) combe appartenant à Libos (nom de personne).

Combe des cabanes la : (voir comba) du lieu les Cabanes.

Combe Negre : En occitan : **comba negra** (prononcé *koumbonégro*) la combe sombre, la combe noire au sens de l'exposition à la lumière réduite de jour comme de nuit.

Combèlas : En occitan : **combèlas** (prononcé *koumbèlo*) avec le suffixe diminutif « ela », petites combes.

Costeperier : En occitan : **còsta peirier** (prononcé *kostopérié*) côte pierreuse ?

Costeras : de l'occitan « còsta » : côte, penchant, pente.

Coutelasse la : de l'occitan « còsta » : côte, penchant, pente.

En occitan : **la costelassa** (prononcé *llokoustél^{ass}so*) avec le suffixe augmentatif et péjoratif « assa », grande côte, côte raide.

Cros de Born : de l'occitan « cròs » : trou. Trou de Born (personne) ?

Cros de la louve le : de l'occitan « cròs » : grotte, trou, cavité.

En occitan : **lo cròs de la loba** (prononcé *loukrodélo^{oubo}*) le trou de la louve ?

Faux les : de l'occitan « fau » : le hêtre.

En occitan : **los faus** (prononcé *lufa-ou*) endroit planté de hêtres. Il n'y a presque plus de hêtres en Périgord, ils ont migré plus à l'est (Haute Corrèze, Cantal). Mais il reste des toponymes témoins de leur implantation lointaine : les faux, la fage, la fagette...

Finetterie la : Ce lieu reste un mystère tel quel.

Il a été trouvé sous l'appellation ancienne : **la linetterie** : de l'occitan « lin » : le lin.

En occitan : **la linetariá** (prononcé *lolinétorio*) terre à lin ou endroit spécialisé dans le conditionnement du lin, plante largement cultivée autrefois en Périgord avec le chanvre. Note : le hameau voisin de Lignard de même origine.

Fonpudie : de l'occitan « font » : source, fontaine, captage.

En occitan : **una font pudiá** (prononcé *founpudio*) est une fontaine à eau stagnante dont l'eau finit par sentir la décomposition. Littéralement la fontaine qui pue.

Fond Riganelle : de l'occitan « font » : (voir ci-dessus).

En occitan : **una font riganèla** (prononcé *founrigonèlo*) est une source qui ruisselle.

Forêt la : de l'occitan « fòra » : ce qui est en dehors, forêt.

En occitan : **la forest** (prononcé *lofourè*) ne désigne pas toujours des grands bois.

Fosse la : de l'occitan « fòssa » : trou, fosse, forte déclivité.

Frayse le : de l'occitan « fraisse » : le frêne.

En occitan : **lo fraisse** (prononcé *loufrayssé*) désigne un endroit planté de frênes, une frênaie.

Génésie la : suffixe occitan « ie-ia » : désigne le domaine d'une personne.

En occitan : **la genesiá** (prononcé *lotsénézio*) domaine de Genès, Geniès ?

Geneste la : de l'occitan « ginest » : genêt.

En occitan : **la ginesta** (prononcé *lotsénesto*) endroit planté de genêts.

Laubinerie

Lège : Explication mystérieuse dans l'état actuel de ce toponyme.

Ligal nord : l'aigal ?

Lisière la

Maillol : En occitan : **un malhòl** (prononcé *molio*) désigne une jeune vigne.

Maison Neuve

Masnègre le : de l'occitan « mas » : maison.

En occitan : **lo mas negre** (prononcé *loumanégré*) littéralement « maison noire » a parfois le sens de manoir.

Mateaux les :

Monteil le : de l'occitan « mont » : hauteur, colline, mont.

En occitan : **lo montelh** (prononcé *lount^èl*) désigne une petite colline.

Moulin de la Mailleraie

Moulin de la Querrerie le : moulin

Moulin de Lagorce le : moulin de M Lagorce

Moulin de Madame le

Moulin du Manègre

Moulin du Treuil : de l'occitan « trelh » : pressoir.

Pechely

Pendule la : de l'occitan « pendre » : penchant, pente raide.

Trouvé « la pendoule » ancien cadastre. Probablement en occitan : **la pendolha** (prononcé *lopé^{ndou}-lio*) endroit pentu.

Peyroux le : de l'occitan « peira » : la pierre.

En occitan : **lo peirós** (prononcé *loupè^{yrou}*) endroit pierreux ou endroit empierré par l'homme.

Plantier le : de l'occitan « planta » : plante.

En occitan : **lo plantier** (prononcé *loup^{lontié}*) généralement désigne une vigne récente. On trouve nombre de toponymes semblables (plantade, plantou, plantes...) qui concernent la viticulture, très importante en Périgord avant la crise du phylloxéra.

Pontet le : de l'occitan « pont » : pont.

En occitan : **lo pontet** (prononcé *loup^{onté}*) le petit pont. De nos jours lieu anodin mais important pour la voirie d'autrefois quand le franchissement du moindre cours d'eau posait un problème.

Posadou le : de l'occitan « se pausar » : se poser.

En occitan : **lo pausador** (prononcé *lupo-^{ausou}*) endroit élevé où on marque une pause quand on arrive au sommet. Le lieu est également un endroit où se croisent plusieurs chemins de crête ou de franchissement, voies importantes autrefois avant les véhicules automobiles.

Poularie la : Explication mystérieuse dans l'état actuel de ce toponyme.

Peut-être un nom de personne Poular ou Paular ? Domaine de M Poular.

Prandie la : Explication mystérieuse dans l'état actuel de ce toponyme

Puy Couyol : de l'occitan « poj » : hauteur.

En occitan : **lo poj** (prononcé *loup^{ouy}*) la colline. Semblable à puèch, pèch, pojòl.

Couyol reste incertain, peut-être nom de personne : colline de M Couyol ? Il existe des patronymes Pecouyol dans les environs.

Puy Lafaye : de l'occitan « poj » : hauteur.

En occitan : **lo poj de la faia** (prononcé *loup^{ouy}dé^{lofayo}*) endroit élevé planté de hêtres (faus). **La faia** : la hêtraie. Peut-être aussi nom de personne Lafaye ?

Puymangou : de l'occitan « poj » : hauteur.

En occitan : **lo poj Mangon** (prononcé *loup^{ouy}mangou*) endroit élevé suivi d'un nom de personne (Mangon) ?

Querrerie la : Explication hasardeuse dans l'état de ce toponyme. A été trouvé sur la carte de Bel-
leyme **La Querrelie**.

Dans ce cas , il s'agirait d'un nom de personne : domaine de Querrel ?

Reynade la : de l'occitan « rèi » : roi.

En occitan : **la reinada** (prononcé *lorèynado*) littéralement endroit où habite le roi. On appelait « le
roi » celui qui habitait au-dessus d'autres habitations, terme populaire légèrement moqueur pour dési-
gner celui qui habitait en haut et qui le faisait sentir.

Rivière Basse la : de l'occitan « riba » : rive.

En occitan : **la ribièra bassa** (prononcé *loribièrobasso*) ne désigne pas un cours d'eau mais la rive de
celui-ci, les terres ou champs en bordure de.

Rosières les : de l'occitan « rausa » : roseau.

En occitan : **las rausières** (prononcé *loyro-ouzièro*) désigne des prés humides où poussent cette varié-
té de roseaux ras et coupants qui servait autrefois de litière au bétail ou bien de matériau d'embal-
lage.

Teillède la : de l'occitan « telh » : tilleul.

En occitan : **la telhèda** (prononcé *lotélièdo*) endroit planté de tilleuls. La fleur de tilleul était cueillie
autrefois et parfois vendue.

Tempeyre la : de l'occitan « temps » : le temps.

En occitan : **la tempeira** (prononcé *lotémpèyro*) endroit exposé « al tempier » aux averses de pluie.

Tratinerie la : Explication mystérieuse dans l'état actuel de ce toponyme.

Turançon le : nom de cours d'eau d'origine pré-celtique autour de la racine « **tur ou tor** », eau qui
court. On retrouve cette racine dans « lo toron » (le thouron) de même origine.

Valadier : de l'occitan « val » : val, vallée.

En occitan : **lo valadier** (prononcé *volodié*) habitation du val. Différent de « comba », vallée sèche,
« val, valada, valèia... » donnent sur des cours d'eau (mais qui sont peut-être asséchés depuis).

Valats les : de l'occitan « val » : val, fossé, ravine.

En occitan : **los valats** (prononcé *luvala*) .

**Nous remercions chaleureusement Daniel CHAVAROCHE et Yves BOISSARIE
pour nous permettre d'apprécier ce travail de qualité.**



Chorale "Les Lundis Chantants"

La chorale « les lundis chantants » a repris ses répétitions le 22 septembre dans la salle des fêtes de Valojoux. Dans le contexte actuel de la covid 19, les répétitions ne pouvaient plus avoir lieu aux Eyzies car la salle était trop petite pour la mise en place des gestes barrières.

Le 13 octobre, la chorale a tenu son assemblée générale, le bureau a été réélu, nous ne pouvions que constater que cette année était un vrai désastre, tous les concerts prévus ont été annulés, sauf celui de Fanlac prévu après le déconfinement ; l'échange entre chorales avec celle de Vauchrétien en Anjou, avec qui Valojoux, Sergeac, Thonac et La Chapelle sont jumelés, prévu le 8 mai n'a pas eu lieu non plus et la préparation du grand requiem de J. SUTTER avec la chorale du Bugue est repoussé à une date ultérieure.

Et comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, nous avons appris le décès de Jacques Potel qui nous avait si souvent accompagné dans nos concerts, nous renouvelons toute notre amitié à Andrée Potel, créatrice de la chorale.

L'association « les lundis chantants » domiciliée à Valojoux, gardera son nom, mais puisque nous répétons avec les Eyzies depuis bientôt trois ans, son nom de scène deviendra « **CHANTE VEZ'AIR** »

Après un redémarrage difficile, nous avons pu accueillir quelques nouvelles choristes et nous les remercions, nous répétons toujours le mardi mais de 19h30 à 21h30, il n'est pas obligatoire de connaître le solfège mais d'avoir surtout envie de chanter et de garder sa bonne humeur, venez nous rejoindre !

Malheureusement le second confinement nous oblige de nouveau à suspendre nos répétitions, il nous reste les enregistrements de notre chef de chœur pour travailler encore un peu à la maison.

Quelques dates de concerts ont tout de même été programmées pour Noël et pour 2021, nous verrons avec la situation sanitaire si nous pouvons les maintenir.

La chorale « CHANTE VEZ'AIR » vous souhaite une meilleure année 2021.



COMITE DES FETES

Suite à la pandémie de la Covid-19 et la mise en place du confinement généralisé de la population en mars dernier, le comité des fêtes a dû annuler le programme des manifestations de 2020. Nous espérons que l'année 2021 verra nos manifestations reprogrammées. Dans tous les cas, l'Assemblée générale du 22 janvier 2021 est maintenue.

A l'issue de celle-ci, nous renouvèlerons le bureau et programmerons les manifestations de 2021. Afin que notre association puisse renouveler ses activités, nous comptons sur votre présence et votre soutien à TOUS et **nous vous attendons nombreux le 22 Janvier 2021 à 20h30 à la Salle des Fêtes de VALOJOUX. (Port du masque OBLIGATOIRE)**

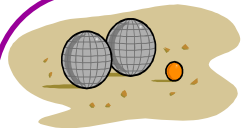
Toute l'équipe du Comité des Fêtes vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année, restez prudents, prenez bien soin de vous et de vos proches.

LES AMIS DE L'EGLISE DE VALOJOUX

Comme pour beaucoup d'associations, « les amis de l'église » n'a pas échappé au confinement, Cette année restera une année blanche, les projets restent en suspens (la ciergerie le site internet) l'association ne se réunira pas pour son assemblée générale qui les années précédentes avait lieu en fin d'année, celle-ci est repoussée à une date ultérieure, nous vous tiendrons au courant.

Nous vous espérons toutes et tous en bonne santé, restez prudents, nous vous souhaitons une meilleure année 2021.





VALOJOULX PÉTANQUE

Comme de nombreuses associations, le club de pétanque a vécu une année blanche au niveau des animations organisées durant cette période (sortie, repas, concours), à cause de ce maudit Coronavirus.

Mais cela semble peu de choses par rapport à la santé de chacune et chacun d'entre vous.

C'est dans ce contexte particulier, que tous les membres du club vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année, dans les conditions sanitaires qui seront appliquées à cette période. Et parce qu'il faut garder l'espoir d'une année 2021 meilleure, je vous présente tous mes voeux de bonheur, de santé et de prospérité.

Société de Chasse "La Brande"



L'association de chasse « La Brande Valojoux » vous souhaite de passer de très bonnes fêtes de fin d'année, et vous informe que si vous souhaitez déguster du gibier pour les fêtes, vous pouvez passer vos commandes !

Nous pourrions vous proposer suivant la période, de la biche, du chevreuil ou du sanglier. Merci de contacter Jean Jacques Monteil pour plus d'informations 06 12 25 51 18.

Cette année a été compliquée pour tout le monde, y compris pour le milieu associatif. En effet notre repas annuel a été annulé, mais espérons que celui du samedi 24/04/2021 soit maintenu, et que nous pourrions vous y retrouver nombreux.

En attendant prenez soin de vous et de vos proches.

**Votre bière locale
en Vallée Vézère**

La Bierra


Blonde
Sarrasin


Ambrée
Seigle

Brune
Seigle, Avoine

Saison
(Noël, IPA, Blanche...)

A4 Naturel

 Pensez
à me ramener !

Malts issus de L'Agriculture Biologique  Houblon du Jardin

BRASSÉE PAR KOREN'S BIÈRES à VALOJOULX - 24290 - Tél. 06 70 86 53 09



Compte-rendu réunion publique 25 Septembre 2020

Nathalie MANET-CARBONNIERE, maire de VALOJOULX, a ouvert la réunion en présentant les participants. Elle a réitéré le soutien de la mairie aux maraîchers et au



projet d'agroforesterie régénérative, et réaffirmé l'intérêt que la collectivité porte à cette démarche qui s'inscrit dans la dynamique de développement local du village en valorisant le lien social entre tous les habitants, dans le souci d'une plus grande solidarité et d'un équilibre économique plus juste entre tous les acteurs impliqués.



Les maraîchers ont pris la parole pour se présenter et sont revenus sur leur parcours. Marie et Marc HOUTMANN sont arrivés en Dordogne après avoir passé 5 ans en Bretagne où ils étaient installés en tant que maraîchers.

Ils ont répondu à une offre du RDI (répertoire départemental installation) de la Chambre d'Agriculture de Dordogne. La mairie avait à cœur d'installer un maraîcher sur un terrain d'un hectare au cœur du village. Arrivés en 2018 ils se sont installés pour cultiver légumes, plantes aromatiques et petits fruits. En décembre 2019, ils ont ouvert une épicerie locale bio à Montignac : la Fermière.

La saison 2020 a aussi été ponctuée d'épisodes météorologiques désastreux : la sécheresse, les problèmes d'irrigation et l'orage de grêle en juin dernier. Il y a eu beaucoup de dégâts et les cultures ont pris beaucoup de retard.

Après cet épisode dramatique, les maraîchers ont fait des recherches et ont été amenés à se remettre en question. Ils ont découvert les travaux de Ernst GÖTSCH et l'agriculture syntropique. Cette découverte les a poussés à revoir leur façon de travailler et à appréhender l'agriculture en général.

Sans rentrer dans les détails, ce modèle d'agriculture s'inspire de la nature et notamment de la forêt en y adaptant la culture alimentaire.

Ce projet est basé sur des formations et un suivi parcellaire sur 3 ans. Ces formations seront assurées par les deux experts Steven Werner (France) et Felipe Amato (Brésil), mondialement reconnus. Le premier module de formation se déroulera en Novembre. Comme la demande est forte, une deuxième session aura lieu à la suite pour ouvrir la formation à d'autres personnes intéressées. Sur ces trois années, entre 4 et 6 formations seront dispensées soit un minimum de 60 élèves.

Ce projet repose sur le soutien à l'installation (ou à la reconversion) d'agriculteurs, sur la relocalisation de la production alimentaire, sur le dynamisme local, économique et social et sur l'argumentation significative de la qualité des productions alimentaires.

Les maraîchers ont ensuite exposé les partenariats en cours sur ce projet notamment : le soutien de la mairie de Valojoux, de la Chambre d'Agriculture, du programme Leader, du Conseil Départemental de la Dordogne, de certaines associations locales et fondations. Leurs besoins aujourd'hui se situent à plusieurs niveaux : les moyens, les soutiens, le réseau, les contacts et les partenaires.

Monsieur Alexis CORNUEZ, conseiller transmission et animateur territorial à la Chambre d'Agriculture prend la parole pour rappeler l'importance des projets de ce type pour la dynamique agricole du territoire et du département.

Steven WERNER et Felipe AMATO ont ensuite fait un exposé général de « l'agriculture syntropique » ou « agroforesterie régénérative ».



Ils ont expliqué que ce type d'agriculture consiste à « imiter » la nature avec ses perturbations et sa constante évolution. Ils ont illustré leurs théories avec des exemples.

Ils ont ensuite montré l'exploitation de Felipe AMATO au Brésil qui est une exploitation fruitière et de café et du terrain de Steven WERNER situé dans le Tarn où il cultive principalement des fruits.

L'échange entre les conférenciers et le public a été très enrichissant, une cinquantaine de personnes présentes ont pu poser toutes les questions qui leur venaient à l'esprit.

Nathalie MANET-CARBONNIERE, Marie et Marc HOUTMANN ont repris la parole pour le mot de la fin en remerciant chaleureusement les conférenciers et les personnes présentes à la réunion.

Le Mot des maraîchers à la suite de la réunion publique : « Nous avons, après plusieurs mois de travail à distance et de montage de dossier, enfin commencé le travail sur terrain avec Steven et Felipe qui sont arrivés il y a deux jours. Leur « lecture » de la nature environnante et son interprétation dépasse de loin tout ce que nous avons pu imaginer. Il faut le voir pour le croire !

A titre d'exemple : concernant les inondations sur le terrain, ils ont été à même, en quelques instants de réflexion, de proposer différentes pistes à suivre que même ingénieurs, experts... n'avaient pas explorées en deux ans de travail sur cette problématique. Ils font tomber les barrières de l'agriculture classique.

Cela peut déranger certes mais l'efficacité est prouvée : au Brésil avec des centaines d'exploitations de ce type mais aussi un peu partout en Europe et dans le reste du monde où le concept commence à se répandre !

Pourquoi ne pas s'y essayer, là où toutes formes d'agricultures conventionnelles ou biologiques n'ont pas trouvé de solutions ? En tout cas, pour nous, sur le terrain, cela devient concret. Nous et tous nos partenaires, sommes confiants, fiers et heureux de cette initiative ! »

Marie Houtmann

Les jardins de Valojoux ouvrent une ruche qui dit oui !! Vous pouvez vous inscrire sur le site laruchequiditoui.fr ! Nous vous proposerons un point retrait le mercredi soir. Si vous avez des soucis lors de votre inscription, n'hésitez pas à nous appeler : 07 70 21 71 44

À partir de décembre, vous pourrez retrouver les légumes des Jardins ainsi que d'autres produits du coin dans notre nouveau libre service fermier (dans le hangar derrière la maison). Cet espace de vente sera en libre accès.

Vous y trouverez également un point lecture, un café asso, un espace connecté et un espace pour les ateliers, réunions, débats... dont vous pourrez profiter quand la situation sanitaire le permettra.

Pour vous tenir informé de l'actualité de l'exploitation et de l'association :

<http://lesjardinsdevalojoux.weebly.com>

lesjardinsdevalojoux@gmail.com

07 70 21 71 44 (Marie)



Mariages

Jean Jacques MONTEIL et Soussane AWAD, le Fraysse
Gildas LE GOFF et Nadine BLANCHARD, Puy Lafaye
Marc HOUTMANN et Marie-Claire LAVAIL, le Bourg

Tous nos vœux de bonheur aux mariés ...

Décès



Nous présentons nos sincères condoléances aux familles...

de Gabrielle CHASTANET, le Fraysse
de Daniel MONTEL, pour le décès de son épouse
de Karl BAEDEKER, le Masnègre
de Monsieur NEWELL, le Castang
de Jean-Pierre RATY, le Fraysse
de Jacques POTEL



Bienvenue dans notre village à...

Carole EPINETTE, le Monteil
Cédric et Sophie GOEDERT, le Fraysse
Marie LAURENCE, les Bories
Lucas SALVIAT et Mélanie MARTEL, le Monteil
Eve-Marie RIZZI, Moulin de la Mailleraie
Franck et Patricia DUPAS, Costeras
Anaïs VINCENT, le Bourg
Anaïs MARCOS, les Bories
Lionel et Sophie LASCAUD, le Caillou
Catherine LAURETTE, les Bories

Les services techniques sont assurés par Thierry ROULLAND et Jacques BOISSARIE.

L'entretien des locaux communaux est assuré par Isabelle FREYSSINGEAS.

L'accueil du public à la mairie est assuré par Christelle CHAVAROCHE les mardis et vendredis de 8 h à 12h et de 13h30 à 17h30.

Madame le Maire reçoit sur rendez vous.

La commune vend du bois coupé à un mètre à 30 € le mètre.

Prendre contact avec Monsieur MEGE Jean-Pierre au 06.83.56.54.13

La commission « Communication » vous propose d'intégrer l'équipe... Si cette aventure vous tente, bien vouloir le signifier à la mairie.

Vous pouvez trouver toute l'actualité de la commune sur le site de la commune :

www.valojoulx.fr

Toutes suggestions ou informations seront les bienvenues... Si vous souhaitez que votre entreprise ou votre activité y figurent, nous vous remercions de bien vouloir donner l'information à la mairie.

M A I R I E D E V A L O J O U L X

1 Place de la mairie 24290 VALOJOUXX

Téléphone : 05.53.50.77.78

Messagerie : mairie.valojoulx@wanadoo.fr - Site : www.valojoulx.fr



**PRÉFET
DE LA
DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Cohésion Sociale et de
la Protection des Populations**

**FICHE DE RECENSEMENT DES OISEAUX DÉTENUS PAR TOUTE
PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE**

Vos coordonnées

Nom (ou raison sociale) :

Adresse:

Département : Commune : Code postal

Téléphone fixe Portable : Email :

Si vous exercez une activité agricole ou agroalimentaires, indiquez un des identifiants suivants (un seul suffit):

SIRET : NUMAGRIT :

EDE : ILU : INUAV :

Vos oiseaux

Adresse du lieu où sont détenus les oiseaux (à compléter si différente de l'adresse du détenteur) :

.....

Espèces détenues	Nombre	Espèces détenues	Nombre
Poules	Pintades
Canards	Cailles
Oies	Faisans
Pigeons	Perdrix
Dindes	Autres espèces d'oiseaux vivant à l'extérieur (paon...)

Votre vétérinaire

Avez vous désigné un vétérinaire sanitaire ? Oui Non Ne sait pas

Si Oui indiquez ses coordonnées :

.....

Je sous-signé,

,déclare l'exactitude des informations précédentes

Date

Signature

